

Le Manifeste

Journal communiste

n°7 - juin 2004



Dien Bien Phu :
de la décence !

Pierre Nguyen

Page 17

6 juin 44 :
célébration
ou manipulation ?

Francis Arzalier

Page 19

à vif.....

Les incertitudes
de la démocratie

Commentant l'attribution de la Palme d'or par le jury international du Festival de Cannes 2004 présidé par un grand réalisateur étasunien, au documentaire de Michael Moore, Suzy De Francis, porte-parole de la Maison Blanche, déclare : « L'Amérique est un grand pays où chacun peut dire ce qu'il veut. » Nouvelle et splendide utilisation de la classique preuve par l'absurde de la nature démocratique de l'impérialisme de son pays, comme si l'aveu d'une faute induisait non seulement sa demi-absolution mais encore la plus éclatante démonstration possible d'une qualité démocratique. Sans doute faudrait-il, si l'on ne pratique pas un antiaméricanisme primaire, considérer que le camp « Nuit et Brouillard » de Guantanamo et que la mise en condition des prisonniers irakiens par toutes sortes de moyens que condamnent les lois internationales, pour obtenir d'eux un meilleur rendement dans les interrogatoires menés par les services secrets officiels ou leurs sous-traitants privés, pour peu qu'on laisse filtrer au compte-gouttes quelques photos bien médiatiques que personne à Pigalle n'oserait vendre sous le manteau, démontrent incontestablement que les États-Unis sont les meilleurs champions des droits de l'homme.

« Ah ! doivent penser les Irakiens, cette "démocratie" que vous nous apportez par le fer et par le feu, ça ne nous épate pas, on connaissait depuis longtemps. À ce compte-là, notre Saddam était quand même un sacré démocrate. »

Bernard-G. Landry

ÉDITO

On connaît maintenant le plan du gouvernement pour torpiller la Sécu. Il utilise le déficit de l'assurance maladie comme un leurre pour mener ses basses œuvres. L'attente ménagée pendant des mois et la dramatisation médiatique qui entoure cette affaire du « trou » de la Sécu peut donner le sentiment que Douste-Blazy a accouché d'une souris. Mais cette souris là ressemble plutôt à un rat qui s'apprête à grignoter encore le pouvoir d'achat déjà bien entamé de la majorité de la population et à torpiller ce qui restait encore d'avancées sociales dans la gestion de notre Sécurité sociale. Faire payer les malades, les retraités et les salariés, (qui seraient) de plus des fraudeurs et des coupables en puissance en exonérant toujours plus le patronat, voilà la grande idée !

Décidément, la droite a l'imagination bornée à l'horizon des coffres-forts. D'un euro de plus par consultation à l'augmentation du forfait hospitalier, de l'augmentation de la ponction sur les retraités à l'aggravation des cotisations pour les salariés, du non-remboursement de médicaments au naufrage de l'hôpital, la note est salée. Son programme réactionnaire d'aujourd'hui est une rupture historique avec le contenu social et économique du programme du Conseil national de la Résistance de 1944.

Pendant ce temps, évidemment pas un mot sur les patrons (à commencer par l'État) qui ne payent pas leurs cotisations, ni sur les grands groupes pharmaceutiques qui vont pouvoir continuer à faire des affaires, à mordre dans le fromage de la sécu et à se concentrer pour dominer encore plus le marché. Pas un mot non plus sur les revenus financiers, jamais mis à contribution.

Pas étonnant dans ces conditions que le Medef se soit déclaré satisfait de ces mesures et qu'il ait affiché son intention de réintégrer les organismes de gestion de la Sécurité sociale. D'autant, et c'est là pour lui l'essen-

tiel, que sont entièrement satisfaites ses exigences de torpillage de la gestion de la Sécurité sociale. Sous couvert d'étatisation, la privatisation est en marche, les salariés et les assurés marginalisés, le pont-levis ouvert aux assurances privées.

En fait, depuis la Libération, la grande bourgeoisie française n'a jamais accepté l'instauration de la Sécurité sociale gérée à l'époque par les représentants des salariés. Elle a toujours cherché à la remettre en cause, comme elle ne tolère d'ailleurs aucune conquête sociale ni les droits des travailleurs, ni la réduction du temps de travail.

À l'opposé de cette politique de régression sociale, il faudrait non seulement se battre pour défendre la Sécu, mais lutter pour imposer la gratuité véritable des soins.

Cela coûterait ? Bien sûr... Mais les mêmes qui trouvent insupportable que l'assurance maladie enregistre un déficit de quatorze milliards d'euros, somme toute dérisoire par rapport au budget global de la Sécu et aux besoins populaires de la santé, considèrent tout à fait normal d'engloutir des sommes autrement colossales dans l'armement ou les opérations spéculatives et rachats d'entreprises.

En fait, la question est de savoir ce que le pays est prêt à consacrer à sa politique de santé. Un pays développé comme la France est en mesure d'assurer à tous une médecine gratuite et de qualité comme il fut capable de le faire à la Libération dans une situation économique nationale catastrophique. C'est à l'évidence l'un des enjeux de classe majeur d'une République vraiment démocratique et sociale qui prendrait au mot sa devise : Liberté, Égalité, Fraternité. Dans ce combat, rien n'est fatal. Tout est question de lutte. Nous appelons à participer massivement aux initiatives et manifestations pour la défense de notre Sécu.

Francis Combes, André Gerin, Freddy Huck

DEBOUT LES DAMNÉS DE LA TERRE
Le budget de l'armée

EN BREF

Fin de droits à gouverner

« Ici aux Usa, on a la culture de la réussite, en France quand on subit un échec on perçoit une allocation. » Le petit Sarko s'en est donné à cœur joie à l'occasion de son voyage aux États-Unis en avril dernier. Non seulement c'est aller un peu vite sur la culture de réussite des Usa qui, entre autres, ont un taux de vaccination des enfants inférieur à celui du Kenya, mais c'est faire passer le système de protection sociale français comme un moyen de soutenir les « ratés ». Ce qui faisait dire à Charles Hoareau dans une lettre ouverte adressée au ministre : « Je proposerai une nouvelle mesure : la création d'une allocation des fins de droits à gouverner que l'on prélèvera sur le montant de nos allocations-échecs et que l'on vous octroiera généreusement. »

Intégration

Un pétition circule pour demander l'intégration de Pierre Auriol et Alain (Georges) Leduc dans le corps des professeurs des écoles nationales supérieures d'art. Une commission administrative a donné un avis défavorable à cette demande le 9 avril dernier sous prétexte qu'ils « ne seraient pas en adéquation avec le nouveau projet d'école se proposant de réformer les enseignements de l'École nationale d'art de Limoges-Aubusson ». Projet soumis seulement le 9 mai au Conseil d'administration de l'école ! « La rigueur et les compétences de ces deux enseignants, en poste depuis plusieurs années à l'École nationale d'art sont reconnues et appréciées tant par les différentes promotions d'étudiants qu'ils ont contribué à former que par les participants occasionnels à la vie de cette école » souligne la pétition initiée par une très large majorité des professeurs de l'école. Pour signer : piauriol@wanadoo.fr ou alaingeorges.leduc@free.fr.

Militer

n'est pas un crime

Suite à la convocation adressée à Charles Hoareau en avril dernier



par la police pour un prélèvement biologique en vue de son inscription au fichier national des empreintes génétiques, Marseille solidaire lance une pétition : « Nous, signataires de cette pétition, exigeons l'arrêt immédiat de la procédure concernant Charles Hoareau, nous ne tolérons pas qu'un dirigeant syndical soit soumis à un traitement infamant et nous demandons un débat national avec les réexamens des lois sécuritaires accumulées depuis dix-huit mois. » Pour signer : <http://marseille.naros.info>

Budget de l'armement

Une politique qui menace la paix

Depuis de nombreuses années, tous les partis politiques ont évité avec soin le débat sur les choix militaires, se limitant, par la propagande, à la définition du concept de menace. Mais ils refusent par ailleurs de rechercher les causes réelles de la dite menace.

Dans ces conditions, les majorités de droite et de gauche ont voté et appliqué les lois de programmation et les budgets que présentaient leurs ministres.

L'énormité des sommes dépensées pour l'armement, la mise en état, le fonctionnement des armées, concernant au premier chef les citoyens de notre pays. Déjà le budget 2005 se prépare, il est donc possible d'intervenir dès maintenant sur les choix du gouvernement.

Arrêtons-nous sur les chiffres 2004. Ils sont révélateurs à deux niveaux :

1°) de ce que seront les dépenses 2005

2°) de l'abîme où ont été englouties, depuis 20 ans, des sommes considérables qui auraient été en partie mieux employées par des élus et des gouvernements plus soucieux du véritable intérêt national, en combattant efficacement la misère.

D'après le rapporteur spécial du budget, Maurice Blin, sénateur, la totalité du budget de la défense en 2004 est de 51,565 milliards d'euros dont 9,16 milliards de pensions. Par rapport aux crédits votés en 2003, la progression est de plus de 4,3 % (que nous réserve 2005 ?). Les crédits de fabrication d'armement, et le nucléaire (titre V et VI) s'élèvent à 14,90 milliards d'euros contre 13,64 milliards en 2003, soit plus de 9,2 % d'augmentation.

La France se place ainsi en tête des pays européens pour les dépenses en pourcentage du produit intérieur brut (Pib). À titre de comparaison,

d'après la même source, notre pays, pour 100 000 habitants, compte 303 médecins contre 395 en Belgique, 354 en Allemagne et 312 pour le Portugal, qui est en-dessous de la moyenne européenne de 316.

15 000 militaires hors de nos frontières

Le titre III qui comporte le fonctionnement des armées et le recrutement s'élève à 17,50 milliards d'euros, soit plus 0,45 % par rapport à 2003.

La ministre Alliot-Marie a commenté en commission ces chiffres déclarant que les crédits proposés « respectaient strictement les objectifs fixés par la loi de programmation militaire 2003-2008 » (loi élaborée par Jospin et son ministre socialiste Richard). Mme Alliot-Marie, toujours à la commission, insiste : « Sur la signification triplement politique... d'un budget qui n'est pas un budget comme les autres » se traduisant par « la présence de 15 000 militaires hors de nos frontières ».

L'importance des 14,9 milliards d'euros d'armement a des conséquences redoutables. Il est reconnu que c'est le premier budget d'investissement de la France. Il militarise, il sclérose la recherche et l'investissement. En revanche, il alimente des profits considérables pour les grandes entre-



Le 5 juin dernier, ils étaient là contre Bush, mais aussi contre le surarmement... (Photo Patrice MOREL)

prises d'armement privatisées aussi bien par la gauche que par la droite. Fait peu connu, les transferts d'armement produisent et alimentent l'insécurité.

Un rapport au Parlement sur les exportations d'armements (Dicod 2002) donne en millions d'euros :

Algérie :	73
Burundi :	1,9
Rwanda :	25,7
Inde :	1359,9
Pakistan :	2124,2
Israël :	174,4

Fournisseurs d'armes à ces pays, les gouvernements français ont accentué l'instabilité. Ils sont en partie responsables des crimes commis dans ces pays. Ils sont coupables du développement du terrorisme. Depuis vingt ans, ce que l'on n'appelle plus défense nationale, repose sur deux piliers : la frappe nucléaire et la projection de forces à l'extérieur. La similitude avec la théorie militaire des États-Unis est évidente, elle est à la base des objectifs européens complémentaires de l'Otan.

Nous sommes loin de l'armée de la nation

C'est tromper les peuples que de faire croire qu'il existerait une indépendance européenne. Que, ici et là, existent des

nuances liées aux intérêts particuliers, aux chasses gardées est un fait que ne dément pas le consensus politique qui peut se résumer ainsi : « utiliser la force armée pour maintenir le régime capitaliste et ses intérêts économique, politiques, culturels ». Nous sommes loin de l'armée de la nation, de la défense du territoire.

Il existe tout un florilège utilisé par les politiciens pour cacher leur objectif fondamental : « droits de l'Homme » dont la notion sélective est bien connue : « société libérale, démocratique ». En fait, pouvoir du capital, « monde libre, droits des minorités » à l'exemple du Moyen-Orient et de l'Irak comme de l'Afrique ou de l'Amérique latine...

Chacun peut y apporter, à son gré, la formule la plus apte à jeter le trouble. L'important est de cibler sa clientèle électorale. Derrière l'hypocrisie des mots, ces choix vont à l'opposé des intérêts des peuples. Ils sont l'inverse d'une politique de paix. Ils n'ont, depuis vingt ans, apporté que la guerre dans le monde, augmenté l'insécurité et nourri le terrorisme. Imposer aux peuples des choix de société, piller les richesses, briser les cultures sont les éléments dévolus à la force militaire tout puissante,

grâce à ses armes sophistiquées, à sa force nucléaire, à la professionnalisation de l'armée devenue mercenaire, dangereuse aussi au plan intérieur. L'aberration est telle que, sous prétexte de lutter contre le terrorisme, celui-ci s'est généralisé. Avec pour conséquence toujours plus d'armes, toujours plus de soldats. À l'Assemblée nationale, lors de la discussion budgétaire, députés de droite et de « gauche » ont rivalisé dans le consensus. Un député communiste a même eu la phrase suivante : « *Enfin s'agissant des crises et guerres régionales, une action préventive est nécessaire, suivie, en cas d'échec d'une intervention de l'Onu rénovée et démocratisée, sous réserve, d'une définition internationale des critères d'intervention* » ! Naïveté ou perversion ? Constaté que la précaution sémantique ne cache pas la conversion à la politique interventionniste pour des objectifs

bien éloignés de l'intérêt national. L'objectif du capital aujourd'hui est d'intervenir partout dans le monde, en disposant d'une force professionnelle, sans état d'âme, capable de tout (comme en Irak). Et cela coûte cher, très cher. D'après le rapport de M. Tucs, sénateur, le surcoût des opérations extérieures pour 2003 s'élevait à 629 millions d'euros. Pour le seul titre III (personnel, transport, fonctionnement), ces coûts s'établissaient en 2001 à 525,4 millions, en 2002 à 546 millions répartis ainsi, entre autre : **Kosovo, Macédoine :** 209,05 - 5 350 soldats **Bosnie :** 91,80 millions - 2 461 soldats **Afghanistan :** 130,52 millions - 2 783 soldats **Tchad - Côte d'Ivoire :** 58,09 millions - 1 210 soldats Au total, en 2002, 13 519 militaires étaient mobilisés sur les différents théâtres d'opéra-

tions extérieures. En 2003, 15 000 soldats sont à l'étranger. Les interventions extérieures sont complémentaires de celles des États-Unis et de l'Otan qui étudie une force de projection (nous aurons sans doute l'occasion d'y revenir à propos du sommet de l'Otan). L'Europe indépendante est dans les faits bien éloignée.

Cette politique menace la paix

Dans cet esprit, la force nucléaire française destinée pendant la guerre froide à être complémentaire de l'Otan est aujourd'hui le beau cadeau déposé dans la corbeille de la mariée de l'Europe des 25. « *Seul, le nucléaire continue de représenter une part à la fois très importante et stable du budget de la défense* » déclare Maurice Blin. Il absorbe plus de 20 % du titre IV (fabrication d'armements), il

connaît une croissance de 5 % dans le budget 2004. La politique militaire de la France se veut un élément du bras armé, destiné à écraser les peuples qui veulent vivre libres de leurs richesses, refusant la domination de la bourse et du roi dollar. Cette politique menace concrètement la paix. Elle instaure le règne de l'arbitraire. Elle inaugure le règne des États terroristes. Dénoncer cette politique ne peut que favoriser l'action concrète contre la militarisation des relations internationales, contre la course ruineuse aux armements. Il est temps de lutter pour tous les peuples y compris pour que le peuple français puisse maîtriser son destin, avoir le droit de choisir la société et le régime politique qui lui convient.

Serge Boucheny

Recalculés indemnisés
Le tribunal de grande instance de Créteil (Val-de-Marne) a donné gain de cause à 16 chômeurs « recalculés », en estimant que le Pare (plan d'aide au retour à l'emploi) répond aux critères juridiques d'un contrat, a-t-on appris de source judiciaire rendant ainsi un jugement similaire à celui de Marseille, le 15 avril, et de Paris, le 11 mai. L'Unedic est condamné à leur verser 1 500 euros de dommages et intérêts. Le ministre du Travail Jean-Louis Borloo a engagé le processus de réagrement de la convention de l'Unedic contestée, dont l'agrément a été annulé par le Conseil d'État. Le Comité supérieur de l'emploi a donné lundi un avis positif sur le réagrement de la convention Unedic, sans son article 10 relatif aux « recalculés ». Les 350 000 « recalculés » recevront leurs arriérés d'allocations « aux alentours de la fin juin », a récemment assuré Jean-Louis Borloo. Cela représente 500 millions d'euros environ. Les associations de chômeurs à l'origine de la fronde des « recalculés » ont tout de même décidé de maintenir leurs actions en justice, avec l'objectif de parvenir à une « remise à plat » de l'indemnisation du chômage.

Maxi-livres en lutte
Les salariés qui avaient engagé une grève le 8 mars dernier pour



faire respecter leurs droits les plus élémentaires (accès libre aux toilettes, à point d'eau, vestiaires conformes) se voient aujourd'hui convoqués à des entretiens préalables pour sanctions disciplinaires « pouvant aller jusqu'au licenciement pour faute lourde ». Les salariés de Gare de Lyon sont déterminés à se voir respectés dans leurs droits et leur dignité. Pour les soutenir, contact Latifa Abed (06.83.56.34.57), site : <http://lemaxisyndicat.site.voila.fr>.

Dieudonné relaxé
Dieudonné a été relaxé. Le délit de « diffamation à caractère raciste » pour lequel il comparaisait, jeudi 27 mai, à la suite du sketch improvisé sur France 3, n'a pas été constitué, selon les juges. Maître Alain Jakubowicz, avocat des parties civiles LICRA, Consistoire israélien de France et UEJF, a indiqué qu'il ferait appel de ce jugement.

Privatisation d'Edf et de Gdf

Gaziers et électriciens se battent

Les 15, 16 et 17 juin prochain, le gouvernement veut faire adopter un projet de loi à l'Assemblée nationale sur le changement de statut d'EDF et de GDF, qu'il souhaite transformer en sociétés anonymes. Première étape vers une privatisation annoncée. Après les différentes manifestations des agents d'EDF-GDF, Nicolas Sarkozy, ministre des Finances, a tenté d'allumer un contre-feu en prétendant que l'État resterait actionnaire majoritaire des deux entreprises, à hauteur de 70 % au minimum. Mais les promesses n'engagent que ceux qui y croient ! En l'occurrence, le ministre tente d'endormir les principaux intéressés, les agents d'EDF et de GDF, dont le statut volera en éclat avec le démantèlement des deux entreprises publiques. Jeudi 28 mai, ils étaient plus de 80 000 à Paris à l'appel de la CGT, syndicat majoritaire à EDF et à GDF, et des autres

centrales. Ils défilaient contre la privatisation des deux établissements publics et pour la défense de leur statut. Cette manifestation intervenait après deux autres journées d'action, le 8 et le 22 avril, où pour la première fois depuis 1982, les agents ont coupé le courant, perturbant l'éclairage public de plusieurs grandes villes de province.

Battons-nous

De bonnes âmes n'ont pas manqué de hurler au scandale et de dénoncer une « prise d'otages ». Mais que le président d'EDF, François Roussely, paye de pleines pages de publicité dans les grands quotidiens et hebdomadaires nationaux annonçant : « *EDF va devenir une Société Anonyme. Nous nous engageons à ce qu'elle ne soit jamais une entreprise comme les autres.* » ne relevait pas à leurs yeux du détournement de fonds... Dans un cas, on

défend les acquis sociaux et le droit à l'énergie pour tous ; dans l'autre, les futurs profits des spéculateurs et des requins



8 avril et 27 mai, dans la rue... un nouvel éclairage... (Photo Patrice MOREL)

de l'industrie qui lorgnent déjà sur le démantèlement des deux entreprises. Comment peut-on prétendre (toujours dans le même encart publicitaire) : « *Le fait qu'EDF soit une des toutes dernières entreprises énergétiques détenue à 100 % par un État freine (son) développement.* » ? Encore faudrait-il le démontrer : EDF et GDF sont des acteurs de premier plan, parmi les entreprises les

plus solides au niveau mondial dans ce domaine d'activité !

A contrario, on a vu le développement de l'industrie électrique en Californie depuis la privatisation : récession de la production (savamment organisée pour augmenter les prix de vente), déshérence du réseau de distribution... À tel point que l'État de Californie est obligé de recapitaliser pour remettre en état le réseau de distribution, et qu'il est en train de renationaliser ! Après la « réforme » des retraites et le « plan » pour la Sécurité sociale, le gouvernement Raffarin s'attaque une fois de plus aux acquis de la Libération. En 1946, le ministre de l'Industrie Marcel Paul avait obtenu l'égalité d'accès à l'énergie et la pérennité. La défense d'EDF et de GDF concerne tous les citoyens : la privatisation se traduira par une augmentation des tarifs et par l'inégalité d'accès à l'énergie. Battons-nous !

Caroline Andreani

Européennes NON à toute constitution européenne !

Les organisations qui animent la Convergence communiste ont tenu le 2 juin à Aubervilliers une réunion-débat sur le thème « Non à toute constitution européenne ». Présidée par



A la tribune, Charles Hoareau, Jean-Jacques Karman, Henri Martin, Jean-Pierre Hemmen et André Gerin
(Photos Patricia LATOUR)



les pays du nord de l'Europe. Jean-Pierre Hemmen, du Pôle de la renaissance communiste de France, s'est félicité d'une initiative commune aux différentes sensibilités communistes. Il a souligné la nécessité de revenir aux principes du marxisme-léninisme pour combattre efficacement la construction européenne. Lui aussi s'inquiète de la tentation du Pcf d'adhérer au Parti de la gauche européenne. André Gerin, député-maire de Vénissieux, a rappelé qu'il avait toujours existé en France deux courants, l'un réformis-



te, l'autre révolutionnaire et que les Français étaient en attente d'un parti révolutionnaire. Tous ont fait le même constat : une constitution mettrait en place un cadre coercitif supplémentaire qui étoufferait définitivement la souveraineté des États. Ce projet de constitution doit être combattu. Ces différentes introductions ont été suivies d'un débat. Jean-Paul Le Marec, du collectif Pox (politique extérieure), a souligné l'avancée idéologique des tenants de l'Union européenne qui pré-



Plusieurs intervenants ont introduit la discussion. Jean Jacques Karman, de la Gauche communiste/Pcf, a montré les méfaits de la construction européenne, qui s'attaque à la souveraineté des nations, dénoncé la volonté du Pcf d'adhérer au Parti de la gauche européenne. Charles Hoareau, de Rouge Vif 13, a mis en relief l'arbitraire de cette construction, le peuple français ayant plus de ponts culturels, économiques et sociaux avec les pays du pourtour méditerranéen qu'avec



sentent la construction européenne comme une avancée inexorable. Après Charles Hoareau, il a dénoncé le slogan d'« Europe sociale », qui non seulement ne signifie rien, mais berce d'illusions les citoyens en laissant croire qu'il serait possible d'infléchir la construction européenne. Il a rappelé que les partis

politique supra-nationale, le peu de cas qui est fait du Parlement européen. D'autres sont revenus sur la création du Parti de la gauche européenne en soulignant que son cadre même constitue l'acceptation des principes de l'Europe de Maastricht. Concernant les élections européennes, beaucoup ont constaté que la campagne ne soulevait qu'un intérêt limité et que le Parti communiste, une fois encore, ne se déterminait pas clairement contre l'Union européenne.



sociaux-démocrates, à la fin des années 90, étaient au pouvoir dans 12 des 15 pays de l'Union, et qu'ils n'avaient alors pas trouvé utile de construire la fameuse « Europe sociale » qu'ils prônent aujourd'hui. Plusieurs participants au débat ont souligné les méfaits de la construction européenne qui se fait contre les peuples, le glissement vers une direction



Enfin, plusieurs intervenants se sont félicités d'une initiative commune – tract, affiche, réunion – et souhaitent que la Convergence communiste continue dans cette voie.



Européennes

Vers un désaveu populaire de l'Europe

Quelques jours avant les élections européennes, *Le Manifeste* montre les enjeux de ce scrutin et fait le point sur les candidatures à une élection qui, le moins qu'on puisse dire, n'attire pas les foules d'électeurs.

Les citoyens des désormais 25 pays de l'Union européenne sont appelés aux urnes le 13 juin (les Britanniques le 10 juin) pour élire les « eurodéputés ». En 1999, ces élections, qui n'ont jamais et nulle part suscité l'enthousiasme des peuples, avaient été marquées par une abstention plus forte encore que lors des échéances précédentes. En France, 53 % des inscrits avaient boudé les isolements. Malgré le poids de la propagande quotidienne et multiforme, les élites n'ont jamais réussi à convaincre les électeurs – plus particulièrement au sein des masses populaires – qu'ils étaient devenus des « citoyens européens ». Dans certaines sphères, le « parlement européen » est présenté comme le garant d'une « Europe démocratique ». Comme si l'élection au suffrage universel conférerait par elle-même une légitimité à l'instance concernée. Cela ne serait vrai que s'il existait un peuple européen (constitué sur des références et repères politiques communs). Or il existe non pas un mais des peuples – au sens politique – dont aucun n'est prêt à accepter que s'imposent à lui des décisions au motif qu'elles seraient validées par une majorité d'Européens.

Un super État fédéral

L'actualité concentre cependant les enjeux les plus cruciaux. Citons d'une part, le projet de « Constitution européenne ». Si celui-ci faisait l'objet d'un accord entre les Vingt-cinq les 17 et 18 juin,

cela ouvrirait alors la phase au cours de laquelle chaque pays devrait ratifier le dit projet ; que quelques uns d'entre eux, ou bien même un seul, répondent Non (par référendum ou procédure parlementaire, selon les pays), et c'est l'ensemble de l'édifice qui, juridiquement, s'effondre. Or une « Constitution » pour l'Union européenne constituerait une étape qualitativement nouvelle – en clair la disparition des pays au profit d'un super-État fédéral. Une perspective qui se heurterait à une opposition populaire, du Royaume-Uni à la Pologne, du Danemark à l'Irlande... En France même, si Jacques Chirac tarde à annoncer le principe d'un référendum, c'est qu'il sait que le Non aurait toutes chances de l'emporter. D'autre part, l'« élargissement » vient d'être célébré, là aussi sans déclencher la liesse qu'escomptaient les euro-

péistes. Du reste, les artisans de la « réunification européenne » ne cachent plus la véritable nature de l'intégration des pays de l'Est : une « victoire de la liberté » mettant fin au « joug communiste imposé à l'Europe orientale » – en clair l'existence, pendant un demi-siècle d'un système autre que capitaliste sur la moitié du vieux continent. C'est au regard de ces enjeux qu'on peut mesurer le positionnement des différentes forces politiques. Les deux grands partis de gouvernement – UMP et PS – apparaissent à cet égard plus que jamais sur la même longueur d'onde, même si les socialistes (tout particulièrement la « gauche » du PS) mettent un point d'honneur à s'afficher plus fédéralistes que les amis d'Alain Juppé. Leur slogan – « demain, l'Europe sociale » – n'est pas sans évoquer ce que déclarait François

Mitterrand à Copenhague : « L'Europe sera sociale ou ne sera pas ». C'était... en 1982. Du côté de la place du Colonel Fabien, on critique également l'ultra-libéralisme du projet Giscard, mais on ne remet plus en cause le principe d'un abandon de souveraineté. Tourmant le dos à des décennies de combats pour l'indépendance nationale, les dirigeants du PCF proposent désormais le slogan « L'Europe, Oui, mais pas celle-là ». Quant aux listes LCR-LO, elles se situent peu ou prou sur cette même longueur d'onde ; du reste, les élus de ces formations ont siégé pendant cinq ans dans le groupe présidé par Francis Wurtz. Enfin, sans surprise, l'UDF d'un côté, les Verts de l'autre, surenchérisent en faveur d'une dissolution des nations politiques – réputées archaïques et impuissantes.

Rompre avec l'ordre dominant

Dès lors, le champ des listes contestant le radieux horizon européen est relativement étroit. Mettons de côté le Front national, dont le rôle, ô combien utile pour l'idéologie dominante, est de rendre tabous des thèmes qu'on lui a honteusement laissés squatter – alors qu'en France, la défense de la nation, de la Révolution à la Résistance, est historiquement progressiste. En 1999, Charles Pasqua, en

s'adressant à des électeurs bien au-delà de son camp, avait créé la surprise par un score qui l'avait placé en seconde position. Ayant tourné le dos à une telle stratégie, il peine aujourd'hui à exister, pendant que son ex-coéquipier, Philippe de Villiers, met certes en cause l'intégration européenne, mais fait le choix de s'adresser essentiellement aux « déçus de l'UMP ». A l'autre bout de l'échiquier politique, le PT (Parti des travailleurs) a décidé de partir à la bataille en liant souveraineté populaire, défense des droits ouvriers, et unité de la République. Il souligne que tous les choix gouvernementaux sont directement liés à l'Europe. Enfin, plusieurs des groupes et pôles qui ont rompu, jadis ou naguère, avec le parti de Robert Hue et de Marie-Georges Buffet appellent à l'abstention. Selon eux, plus le taux de participation sera bas, plus l'Europe pourra être délégitimée, ses initiateurs affaiblis et ses orientations combattues.

Au final, il faudra être notamment attentif à un critère : Si, pris ensemble, les partis PROUE ne recueillent les suffrages que d'un électeur inscrit sur trois – voire moins – alors on pourra à bon droit parler d'un très lourd désaveu populaire face à l'Europe. Ce qui serait un réel facteur d'espoir pour tous ceux qui veulent avant tout préserver la liberté de chaque peuple – en particulier la liberté de rompre avec l'ordre dominant.

Pierre Lévy

LOCALEMENT

Initiative du collectif « Communistes »

Jeudi 13 mai, le collectif « Communistes » de La Rochelle a organisé une soirée débat avec André Gérin et Marcel Collet, membres de la Convergence communiste. Le thème de la soirée était : faut-il dire non à la Constitution de Giscard ? Faut-il dire non à toute Constitution ? L'initiative a réuni plus de soixante personnes. Après une introduction sous forme d'état des lieux sur les conséquences de l'Europe de Maastricht, André Gérin et Marcel Collet ont présenté leurs analyses de la situation, réaffirmant qu'il fallait une force réellement communiste en France. Ces interventions ont été suivies d'un débat dans la salle avec des points de vue différents, notamment sur le positionnement du Pcf. La nocivité de l'adoption d'une Constitution, qui supplanterait les décisions nationales, a été pointée. Les participants ont conclu à la nécessité d'un grand débat national sur cette Constitution.

Comité de Défense pour les personnes mises en examen après la manifestation du 5 juin 2003

Le 5 juin 2003, lors des manifestations nationales contre le projet des retraites, le siège du Médef a été endommagé par un incendie dont l'origine n'est pas déterminée. Deux personnes parmi 1 500 manifestants ont été interpellées et mises en examen à la suite de cet incendie.

Puis le Médef a assigné en référé huit organisations syndicales et les deux personnes mises en examen. L'affaire est en cours, et le Médef entend obtenir des jugements et tirer profit médiatiquement de cette affaire.

Un Comité de Défense des personnes mises en examen s'est créé à la Rochelle : il demande des signatures de soutien et une aide financière.

Comité de Défense – Maison des Syndicats

6, rue Albert 1^{er} – 17000 La Rochelle
comitededefense.5juin@caramail.com

La Rochelle

Rapport Virville Précarité à vie

Nous assistons actuellement à un éclatement du marché du travail et à son fractionnement. Le noyau de salariés à temps plein et à durée indéterminée est de plus en plus restreint, même si le salariat reste toujours, pour le moment, majoritairement en Cdi.

La couche des travailleurs précaires, le plus souvent très mal protégés, ne cesse de croître. Les contrats « atypiques » sont devenus la forme dominante de recrutement de la force de travail, tandis que le recrutement sur des postes à temps plein et à durée déterminée est de plus en plus minoritaire. Enfin, il existe une très large tranche de chômeurs pour lesquels les minima sociaux font office d'allocation chômage. Il s'agit, soit de chômeurs à la recherche d'un premier emploi, soit de chômeurs longue durée et en fin de droit.

Destruction du Code du travail

Pierre angulaire de la future loi dite de « mobilisation pour l'emploi », ce rapport de 50 propositions vise ni plus ni moins la destruction du Code du travail.

Parmi les propositions, on trouve le dessaisissement du Parlement de ses prérogatives législatives en matière de droit du travail, la mise sous tutelle des juridictions du travail, l'immunité patronale en cas de délit ou d'infraction, la subordination de la loi au contrat, la généralisation de la flexibilité et de la précarité des salariés, l'assouplissement des 35 heures et l'aménagement du temps de travail.

Les mesures phares du rapport (propositions 14 à 23) esquissent un bouleversement complet de la relation contractuelle, touchant à la fois la forme et le contenu du contrat, sa durée, les conditions de sa rupture ou de sa modification, et la frontière entre salarié et non-salarié.

La proposition la plus significative (n°19) est celle du « contrat de projet », qui annonce à terme la mort du Cdi. Ce type de contrat sera conclu sans terme fixe, et pourra excéder la durée maxi-

male de 18 mois des Cdi actuels, pour aller jusqu'à 5 ans. On l'aura compris le Medef veut la précarité à vie ! Enfin, le droit des salariés à être représentés par les élus sera restreint. Les comités d'entreprise et les délégués du personnel seront remplacés par un « conseil d'entreprise » dénué de tout pouvoir vis à vis du patronat.

Ce rapport, comme bien d'autres, a pour but unique la satisfaction des revendications patronales. Au cours de la négociation sur la « refondation sociale », le Medef n'a globalement pas obtenu tout ce qui figurait parmi ses objectifs. Mais il faut bien reconnaître qu'il est en passe d'obtenir satisfaction avec ce gouvernement.

Le capitalisme français, à travers son porte parole et représentant - le Medef - trépigne d'impatience. Il veut voir toutes les préconisations du rapport intégrées à la future loi. L'objectif du Medef n'est

pas de favoriser l'emploi mais de « libérer » les capitalistes de leurs obligations légales à l'égard des salariés. À travers l'exclusion des individus et le broyage du Code du travail, il s'agit ni plus ni moins de renforcer la subordination du salariat à l'exploitation capitaliste.

Une mobilisation d'ampleur

Il y a urgence à construire un front syndical unitaire et puissant face au Medef, à son gouvernement, et face à leur détermination à imposer la régression sociale.

Il est grand temps que nos organisations syndicales se préoccupent sérieusement de répondre à ces attaques sans précédent depuis le régime de Vichy. Nos responsabilités, et notamment celle de la Cgt, sont à la mesure de l'offensive patronale. Les luttes passées et récentes attestent de la capaci-

té de réaction du salariat, dès lors que les organisations syndicales s'investissent sur le sujet.

Les rapports Virville et Marimbert, qui doivent déboucher sur la « loi sur l'emploi », n'ont d'autres buts que de faire baisser le coût du travail pour accroître les profits des entreprises, tout en créant une main d'œuvre corvéable à merci. Si le salariat reste à 80 % en Cdi, les mouvements de main-d'œuvre, eux, se font à 80 % sur des emplois précarisés. Et lorsque l'on bascule dans la précarité, on a peu de chance de repasser de l'autre côté. L'accroissement du chômage et l'aggravation de la précarité se répercutent sur l'ensemble des salariés qui, de peur d'être licenciés, ou parce qu'ils ont un statut précaire, révisent à la baisse leurs exigences en matière de revenus, de charge de travail et de stabilité. C'est cet enchaînement qui doit être stoppé. C'est possible. Mais il faut collectivement nous en donner les moyens. Aujourd'hui, seule une mobilisation d'ampleur des salariés, des précaires et des chômeurs peut imposer des transformations positives.

Pierre Pillot

Une France sans charbon



Photo DK

La dernière mine de charbon française a fermé fin avril. Une page qui se tourne dans l'histoire de la classe ouvrière. Pourtant, dans l'est lorrain, secteur politiquement dominé par la droite, un large consensus existait dans le cadre d'une « entente régionale » pour le maintien de l'activité minière. À celle-ci correspondaient au début des années 80

encore 50 000 emplois dont 26 000 directs. Le puits de Creutzwald qui vient de fermer était considéré comme un des « rentables ». La France continue de consommer 18 millions de tonnes de charbon. Cette énergie restera présente au moins pour la production d'électricité. C'est du moins l'avis d'Yves Hockenberger, secrétaire général du syndicat Cgt des Houillères.

Avec la signature d'un « pacte charbonnier » en 1994, toutes les organisations syndicales sauf la Cgt ont sacrifié la poursuite de l'activité à des garanties en faveur des mineurs. Mais l'État trahit ses engagements. Aujourd'hui les seuls mineurs en activité sont affectés à la réhabilitation et

au pompage des eaux qui devra être maintenu tant que l'exploitation durera en Allemagne. Dans le même temps, des départs sont possibles dès 42 ans. À partir de 45, ceux qui sont en fin d'activité sont en « congé charbonnier ». Ils perdent 15 à 20 % par rapport à un revenu mensuel de 2 000 euros et il leur est interdit de chercher du travail. À Gardanne, où il y avait une plus forte présence de la Cgt, les revenus sont supérieurs de 350 euros mensuels environ. Les départs étaient jusqu'à présent volontaires. La direction pourra dès l'ét prochain les imposer. Les mineurs bénéficiaient du logement gratuit mais ceux-ci ont été vendus à une SA hlm

qui veut leur imposer une participation aux réhabilitations alors que 4 000 de ces logements n'ont pas de chauffage central. Quant à la médecine gratuite, elle est aussi remise en cause par la séparation entre la branche maladie et la branche retraite. Des perma-

nences de députés ont été récemment occupées car la loi sur la fin du régime minier a été adoptée en février. Les parlementaires liquident Charbonnages de France mais refusent de fermer le sous-sol français à l'exploitation charbonnière. Il y aurait d'importants gisements dans la Nièvre qu'une société britannique veut exploiter en se passant du régime minier... Sans commentaire !

Olivier Rubens



Photo DK

Perspectives économiques et sociales

« À CÔTÉ »...

Le creux du cycle

La reprise serait-elle à l'ordre du jour comme on tente de nous le faire croire ? Rien n'est moins sûr. Ce dont on peut être certain c'est que la régression sociale ne cesse de s'amplifier.

Raffarin et ses ministres martèlent sans cesse la « bonne nouvelle » : la croissance est de retour. Il est vrai que, depuis quelques mois, un certain nombre d'éléments semblent indiquer que l'économie française commence à sortir du creux du cycle et à entrer timidement dans une nouvelle phase ascendante.

Crise classique de surproduction

De manière générale, l'économie capitaliste passe par des cycles de hausse et de baisse de la production. Cependant, si l'étude de l'économie est bien une science, elle n'est pas pour autant une science exacte et, par conséquent, il est très difficile de prévoir avec précision l'évolution du taux de croissance de l'économie d'un pays donné. Toutes sortes d'événements imprévisibles peuvent exercer une influence sur la vie économique d'un pays, qui n'évolue pas dans le vide, à l'abri des chocs et des turbulences du monde réel. Normalement, la baisse de l'activité économique depuis 2001 devrait, à un certain stade, être suivie d'une nouvelle reprise. Mais le moment du redémarrage et son ampleur ne sauraient être déterminés à l'avance. Des scandales boursiers, des guerres, des crises monétaires, des mouvements de grève ou encore des attentats terroristes pourraient entrer en jeu. Inévitablement, dans ces conditions, toute prévision concernant l'évolution future de l'économie française ne peut être qu'hypothétique et approximative. Ce qui est certain, par contre, c'est que la France connaît depuis deux ans la plus grave crise de son économie nationale depuis 1974. Globalement, l'économie française

ne s'est accrue que de 0,2 % en 2003. Les exportations ont reculé de 1,6 % sur l'année. Le solde du commerce extérieur, qui était excédentaire de

ventes baissent et une partie de l'appareil productif est détruite. La liste des entreprises qui suppriment des emplois se rallonge de semaine en semaine. Le niveau de vie de la vaste majorité de la population est en baisse. L'emploi précaire se généralise, créant une masse importante de travailleurs dont la pauvreté les rapproche, en termes de qualité de vie, des sans-emploi. Globalement, la pauvreté, en

pouvoir d'achat des salariés – les statistiques traduisent la même réalité implacable : celle d'une société en pleine régression, d'un peuple qui, à l'exception de la classe capitaliste, se trouve refoulé en arrière par le mécanisme infernal d'un système au service d'une minorité privilégiée.

Profond déséquilibre social

Il n'est pas impossible que le rythme de croissance du Pib accélère modestement au cours de 2004 et 2005. Cependant, le taux de croissance pour 2004 se situera selon toute probabilité entre 0,5 % et 1,5 %. Dans ces conditions, le chômage et la désindustrialisation poursuivront leur progression. Rappelons que même pendant la reprise de 1997-2001, la création de Cdi à temps plein était quasiment nulle sur l'ensemble de la période, qui a surtout été marquée par une explosion du travail précaire. Or, le taux de croissance du Pib était de : 1,9 % en 1997, de 3,4 % en 1998, de 3,4 % en 1999, de 3,8 % en 2000, avant de tomber à 1,8 % en 2001. Si la « reprise » se matérialise, elle ne permettra pas d'inverser la régression sociale. Or, la pression constante que la crise exerce sur leurs conditions de vie est en train



Photo Patrick MOREL

23,8 milliards d'euros en 1997, ne l'était plus que de 2,8 milliards d'euros en 2003. L'investissement a reculé de 2,8 % en 2002 et de 1,8 % en 2003. Le déficit public s'élève à 55 milliards d'euros. La dette publique cumulée dépassera dans les mois à venir le seuil de 1 000 milliards d'euros ! La stagnation de l'économie souligne l'incapacité des capitalistes à développer les moyens de production. Fondamentalement, la crise actuelle est une crise classique de surproduction — ou de « surcapacité ». Face à la saturation des marchés, les

France concerne 17 % de la population active. Sans les « transferts sociaux » tels que les Rmi et diverses allocations, elle concernerait non pas 17 % mais 24 % de la population active. Plus d'un million d'enfants vivent sous le seuil de pauvreté. Les camionnettes de la « soupe populaire », associées dans la conscience collective de la population à la « Grande Dépression » des années 30, sillonnent les villes et les campagnes du pays. Dans tous les domaines – éducation, santé, services sociaux, logement, retraites, conditions de travail,

de modifier en profondeur la psychologie des travailleurs, des jeunes et des retraités. Les capitalistes doivent impérativement s'attaquer aux acquis sociaux par tous les moyens possibles, et ceci ne peut que préparer le terrain, à terme, à une série de confrontations majeures entre les classes. La tentative de rétablir « l'équilibre économique » du capitalisme ne pourra aboutir sans déclencher l'ouverture d'une époque de profond déséquilibre social.

Greg Oxley

Nestlé ferme
La direction du groupe Nestlé a officialisé lors d'un comité d'entreprise extraordinaire le projet de fermeture de l'usine de Saint-Menet (Bouches-du-Rhône) qui compte 424 salariés. La fermeture effective pourrait intervenir en juin 2005. L'usine de Saint-Menet, dans la banlieue marseillaise, créée il y a 52 ans, produit du café soluble, de la Ricoré et des tablettes.

Déficit de la Sécu !
L'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acoss, <http://www.acoss.fr>) vient de publier les chiffres suivants : en 2002, le montant total des cotisations exonérées s'élevait à 19,4 milliards d'euros, soit 9 % du total des cotisations. Or, en 2002, le déficit de la Sécu était de 3,4 milliards d'euros. Donc, si le gouvernement n'avait pas consenti des exonérations au patronat, la Sécu serait excédentaire de 16 milliards d'euros. Et après ça, on prétend que notre système est en bout de course et incapable de faire face aux dépenses ? Allons...

Michelin : 2 900 postes supprimés en France
Le président du groupe Édouard Michelin affirmait début mai avoir l'intention de « muscler une base solide et rentable à l'Ouest, tout en développant une base industrielle forte dans les pays émergents ». Dans la foulée, le groupe Michelin vient d'annoncer la suppression de 2 900 postes en France d'ici à 2006... Un porte-parole du groupe a précisé qu'il s'agissait de profiter des départs en retraite ou pré-retraite « pour adapter (les) effectifs aux besoins », « sans licenciement ou plan social, par départs naturels ». Michelin, encore un patron social!

Contre les coupures
Le mercredi 2 juin, une trentaine de manifestants ont bloqué la sortie d'une agence EDF à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) pour empêcher la sortie des agents d'EDF qui devaient se rendre chez des particuliers pour y couper le courant. Organisée par la CGT « Énergie Asnières », la « CGT chômeurs » et l'association de chômeurs Apéis, cette manifestation avait pour but de protester contre les mesures visant les personnes en grande difficulté. Ces associations dénoncent les pratiques d'EDF : « dans la seule agence de Saint-Denis, 100 coupures par jour sont programmées par la direction d'Asnières ». On peut en tout cas être sûr d'une chose : si EDF devient une société anonyme, les coupures vont se multiplier.

PAS SI LOIN

Le nerf

de la guerre

La chambre des représentants des Usa vient d'adopter un projet de budget de la défense record de 422 milliards de dollars pour l'année fiscale 2005. En hausse de 5,2 % par rapport à 2004, il a pour objectif de financer les opérations militaires en Irak et en Afghanistan. L'argent est bien le nerf de la guerre !

Répression en Guadeloupe

La Guadeloupe vient de traverser une nouvelle vague de répression policière et judiciaire antisyndicale. L'État colonial français vient de traduire devant la « justice » 13 militants et responsables syndicaux de l'UGTG. Après un simulacre de procès, ces syndicalistes ont été condamnés à de lourdes peines au vu des absences de preuves, des irrégularités de procédure et de chefs d'inculpation béniens : peines de prison ferme, de prison avec sursis et d'amende : 120 160 € !

Cour internationale de justice

La Serbie et le Monténégro ont déposé en 1999 des requêtes introductives d'instance à la Cour internationale de Justice contre la Belgique, le Canada, la France, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, l'Espagne, le Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique impliqués dans les bombardements de leur territoire pour « violation de l'obligation de ne pas recourir à l'emploi de la force, de ne pas s'immiscer dans ses affaires intérieures et de ne pas porter atteinte à sa souveraineté ». À la suite d'« exceptions préliminaires d'incompétence et d'irrecevabilité » soulevées par 8 pays incriminés, les procédures avaient été suspendues. La Cour vient donc d'entendre les 19 et 23 avril derniers les exposés oraux des parties sur ces « exceptions préliminaires » !

Asie

23 pays d'Asie ont signé un accord international qui prévoit la création d'un gigantesque réseau autoroutier qui reliera l'Asie à l'Europe. Le réseau s'étendra à 32 pays et couvrira 140 000 km. Imaginez Jean Gabin évoquant pour Jean-Paul Belmondo les liaisons qui se feront de Singapour à Istanbul, Séoul à Saint-Petersbourg, Bangkok à Beijing, Colombo à Kaboul, Moscou à Bandar Abbas, Tokyo à Tachkent !

Ébola 2

L'OMS craint l'apparition d'une nouvelle variante de la fièvre hémorragique Ebola, deux premiers cas ont été observés dans le sud du Soudan proche de la frontière avec la République démocratique du Congo où 10 autres cas ont été observés.

L'impasse irakienne

La justification de la guerre en Irak par le mensonge sur les « armes de destruction massive » a vite tourné au fiasco. Plus personne n'y croit.

Quant aux liens supposés entre Al Qaïda et Saddam Hussein, il est clair qu'ils ont été purement et simplement inventés. Al Qaïda n'était pas active en Irak avant l'intervention étasunienne – mais elle l'est sans aucun doute aujourd'hui ! Privée de ces vieilles excuses, l'administration étasunienne s'est rabattue sur l'argument selon lequel son objectif était de « libérer » le peuple irakien de la dictature de Saddam Hussein et de lui faire goûter aux joies de la démocratie et de la civilisation occidentales. Les révélations sur la torture systématique et

généralisée des prisonniers irakiens achève de réduire cet argument à l'état de cendre.

Le spectre du Vietnam

Ces révélations auront de lourdes conséquences sur la situation en Irak et aux États-Unis. Elles auront pour effet d'accélérer le glissement de l'opinion américaine vers l'opposition à la guerre. Malgré la pression des médias, les sondages d'opinions indiquent déjà que ce processus est en marche. Or, quand bien même Bush serait

battu aux élections de novembre, le démocrate et démagogue J. Kerry ne semble pas disposé à retirer les troupes d'Irak. Dans cette perspective, la jeunesse et les travailleurs américains devront reprendre le chemin de la lutte, et des manifestations massives seront à l'ordre du jour.

Par ailleurs, quelques semaines après le déclenchement d'un mouvement insurrectionnel sur l'ensemble de l'Irak, les actes de barbarie infligés aux prisonniers irakiens ne peuvent qu'attiser la colère du peuple et renforcer sa détermination à chasser la

coalition coûte que coûte. Enfin, les insurgés irakiens, appuyés par l'écrasante majorité de la population, « se battent avec un courage fanatique parce qu'ils croient passionnément à la justesse de leur action. Peut-on en dire autant des soldats américains ? C'est extrêmement douteux » comme l'écrit Alan Woods. Dores et déjà, au sein de l'armée américaine, les cas de désertion et de contestation ouverte se multiplient. La question du traitement des prisonniers ne peut que renforcer la révolte d'un nombre croissant de soldats américains, auxquels on avait dit qu'ils partaient en Irak pour une « promenade de santé ».

Entre la montée de l'opposition à la guerre aux États-Unis, la résistance acharnée du peuple irakien et la déprime qui gagne l'armée américaine, c'est bien le spectre du Vietnam qui hante la Maison Blanche.

Jérôme Métellus

Afghanistan

L'autre bourbier

À l'impasse de l'impérialisme américain en Irak s'ajoute le chaos afghan. Les médias n'en parlent presque plus, évoquant de temps en temps la « normalisation » d'un pays où ne se produiraient, ici et là, que quelques « incidents ».

D'après les mêmes informateurs, la démocratie, l'économie et le bien-être sont supposés y fleurir prochainement. En réalité, les forces américaines ne contrôlent pas l'Afghanistan, dont l'instabilité s'est considérablement aggravée depuis l'intervention américaine. Loin d'unifier le pays sous la bénédiction de la « démocratie occidentale », les États-Unis et leur gouvernement de marionnettes n'exercent une sorte de contrôle qu'à Kaboul et ses environs. Sur le reste du territoire, les conflits entre armées locales se sont intensifiés. Il est de notoriété publique, dans la région, que des seigneurs de guerre indiquent à l'armée

américaine dans quelle zone bombarder des « talibans », là où il s'agit en fait de seigneurs de guerres rivaux !

L'impasse de l'impérialisme étasunien

Le « chef du gouvernement » afghan, Amid Kharzaï, ne tiendrait pas une semaine sans l'appui de la coalition militaire dirigée par les Américains. Les États-Unis dépensent 1 milliard de dollars par mois dans cette occupation – ce qui comprend les salaires des gardes du corps personnels de Karzaï. Celui-ci peut faire des visites officielles à Berlin,



Photo ZIK

Washington et Londres, mais il n'ose pas se rendre à Hérat, Mazar-a-Sharif ou Zabul. Contrairement à ce que suggéreraient les images diffusées au lendemain de la chute du régime Taliban, les conditions de vie de la masse des Afghans ne se sont pas améliorées, bien au contraire. La pauvreté, la violence et l'oppression des femmes se sont aggravées. L'économie dévastée ne connaît qu'un secteur florissant : celui de la drogue. Face à la barbarie qui gangrène un pays en proie à la dislocation complète, le discours des responsables de l'ONU sur le « processus de transition en

cours » sonne comme une très mauvaise farce. Finalement, l'impasse de l'impérialisme étasunien en Afghanistan illustre bien sa situation à l'échelle mondiale. Son intervention dans un petit pays dévasté ne lui a strictement rien apporté. Par contre, elle a renforcé la déstabilisation de toute la région. Partout, les contradictions qui se sont accumulées au cours de décennies de pillage et d'oppression menacent d'exploser.

J. M.

Rwanda

On ne savait pas !

Les massacres qui ont eu lieu n'ont qu'indirectement été provoqués par la mort du président Juvénal Habyarimana, abattu alors qu'il revenait avec son homologue du Burundi, Cyprien Ntaryamira, d'un sommet destiné à préparer une transition pacifique au Rwanda.

Un génocide planifié

Ces massacres avaient été planifiés de longue date sous les ordres du Hutu Power, mouvement raciste et totalitaire, basé sur la discrimination.

Des rapports explicites sur la dégradation de la situation des Tutsis au Rwanda circulaient dès la fin de l'année 1993.

Des listes de Tutsis et de Hutus opposants qui devaient être abattus

Il y a 10 ans, un million de personnes, hommes, femmes, enfants, bébés, ont été massacrés au Rwanda en l'espace de quelques semaines de folie collective.

étaient affichées ou divulguées par voie de presse. Les milices Interahamwe, nervis de la présidence, et les Forces armées rwandaises (FAR) encadraient la population. La radio-télévision des

souvent revendiqués entre François Mitterrand et Juvénal Habyarimana). Les responsabilités de Paris dépassent l'entendement. Les États Unis ont tout fait pour retarder une éventuelle inter-

aidé du FPR à la poursuite des Interahamwe sur le territoire du Congo, ils ont reconstitué une armée se livrant au pillage et au meurtre : plus de 3 millions de morts, des victimes congolaises

oubliées elles aussi, dans l'indifférence d'Occidentaux occupés à s'appropriier les richesses d'une région, richesses qui dépassent celles de l'Afrique du Sud.

Un rapport qui tombe à point

Aujourd'hui, la Belgique, l'ONU et le Vatican ont reconnu leurs responsabilités dans le génocide au Rwanda. Mais la France reste singulièrement muette. Un article du Monde accuse l'actuel président du Rwanda, Paul Kagamé, d'avoir fomenté l'attentat contre l'avion qui transportait les deux présidents. Si ces accusations n'exonèrent en

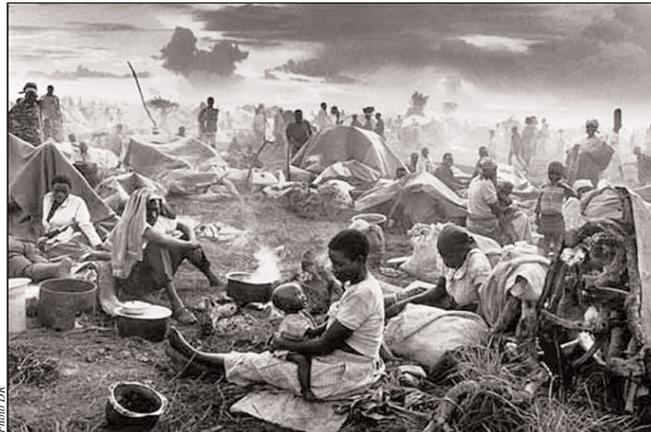


Photo DR

Mille Collines incitait à la haine et désignait les « cibles » d'attentats et de meurtres.

On a parlé alors de « massacres inter-ethniques » et de « haines séculaires », un discours raciste systématiquement appliqué à l'Afrique quand on veut évacuer des situations de tension politiques, économiques ou sociales.

Complicités et passivité

La France, la Belgique, les États Unis, l'ONU et le Vatican ont été complices. La Belgique disposait d'un contingent de Casques Bleus stationnés à Kigali. Ils ont précipitamment quitté le pays. La France a vendu des armes au régime d'Habyarimana, n'a pas tenté d'arrêter les massacres alors que son influence dans les milieux dirigeants était énorme (liens d'amitié

vention. Quant au rôle de l'Église catholique au Rwanda, il a été pour le moins controversé à plusieurs reprises. Les Nations Unies ont réduit leur contingent de soldats. Tout le monde donc s'est désengagé du drame et personne n'a le droit de dire : on ne savait pas.

Le tristement célèbre *Opération Turquoise* dépêchée par la France 3 mois après le début des tueries a permis l'exode des génocidaires. L'armée française a refusé de désarmer les militaires et les miliciens hutus et d'arrêter les responsables du génocide. La réorganisation de ces criminels au Zaïre leur a permis d'encadrer les 2 millions de réfugiés qui ont déferlé à l'est du Zaïre, dans le Kivu. Après avoir appuyé le maréchal Mobutu, soutenu par la France jusqu'à son renversement par Laurent Désiré Kabila,

rien les énormes responsabilités de la France dans les tueries de 1994 et dans la perpétuation d'une guerre qui n'en finit pas en République démocratique du Congo, elles sou-



Photo DR

Pour en finir avec des pseudo conflits ethniques

Hutus et Tutsis recouvrent non pas des réalités de peuplements différents, ou il y a si longtemps que ces réalités ont été dissoutes, mais des catégories sociales, voire culturelles. On peut devenir Tutsi. On peut devenir Hutu. Par jeu de pouvoir ou de hiérarchie dans l'échelle sociale. Et les couples « mixtes » sont innombrables. Car en fait la distinction entre Hutus et Tutsis a été arbitrairement décrétée par le colonisateur belge, qui a désigné une aristocratie féodale chez les Tutsis, aristocratie décelée par le nombre de têtes de bétail en possession des individus. Et pour que le schéma soit conforme et compréhensible, cette aristocratie tutsi ne pouvait que dominer. C'est ainsi que des serfs n'ont pas échappé à la vigilance des « observateurs » de l'époque : les Hutus. Ils favorisèrent donc les Tutsis en leur déléguant l'administration du pays. Mais à partir de 1950, les Pères Blancs, trouvant les Tutsis moins dociles que ce qu'ils auraient souhaité, ont commencé à former des intellectuels hutus qu'ils ont dressés contre les Tutsis qui leur confisquaient tous les pouvoirs.

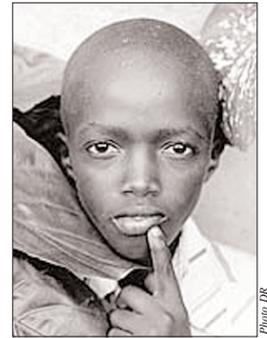


Photo DR

lèvent bien des interrogations si elles se révèlent exactes. Elles ne sont pas portées par n'importe qui. La vision de massacres planifiés commis par les milices Interahamwe soutenues par la France est battue en brèche par André Guichaoua, un des plus grands africanistes français, qui n'a jamais fait preuve de sympathie pour le gouvernement d'Habyarimana et qui a longtemps été favorable au FPR. Il est expert-témoin auprès du Tribunal pénal international sur le Rwanda (TPIR). Or il révèle que le procureur du TPIR, Madame Carla del Ponte, a refusé de verser au dossier d'instruction en 2002 un rapport établi par des officiers rwandais qui démontrerait l'implication de Paul Kagamé dans l'attentat du 7 avril 1994 contre le Falcon 50. L'enquête du juge Bruguières corroborerait ces accusations. Une controverse qui n'est pas simple et qui entacherait sérieusement l'actuel gouvernement à Kigali...

Peu d'actions concrètes de réparation en faveur des victimes ont été entreprises jusqu'à présent, et elles sont souvent le fait d'associations. Par contre, des discours banalisant la gravité des crimes qui ont été commis et des tentatives d'occulter la réalité de l'horreur qu'ont vécu les victimes, leurs familles et les survivants font partie d'un dispositif mis en place pour faire oublier la passivité dont la communauté internationale a fait preuve, elle si prompte à se « mobiliser » par ailleurs.

Un long travail pour éradiquer la haine a commencé au Rwanda. Les bourreaux n'éprouvent pas beaucoup de remords, les témoignages à ce sujet sont glaçants. Et les parents des victimes sont toujours en proie à un ressentiment bien compréhensible à l'égard des anciens bourreaux.

Le 30 mai 2004, un communiqué de l'ONU demandait de régler une fois pour toutes la question des Interahamwe en République démocratique du Congo : dix ans après, l'histoire est loin d'être terminée !

Marie-Catherine Andreani

Quelques rappels

1916 : Le Rwanda passe sous mandat belge

1959 : Des pogroms anti-Tutsis ensanglantent le Rwanda. Des milliers de Tutsis fuient vers l'Ouganda

1962 : La Belgique « accorde » son indépendance au Rwanda

1973 : Prise du pouvoir par le général Juvénal Habyarimana qui décrète le parti unique : le MRND, Mouvement républicain national pour la démocratie et le développement. La mention de l'appartenance ethnique sur la carte d'identité devient obligatoire (Hutu, Tutsi ou Twa, minorité)

1990 : Le Front patriotique rwandais (FPR) mène des attaques sur le territoire du Rwanda à partir de la frontière ougandaise. Les troupes françaises de François Mitterrand arrêtent en masse les opposants au gouvernement d'Habyarimana, tandis que les milices Interahamwe massacrent des milliers de civils tutsis dans plusieurs régions du pays

1993 : Signature des Accords d'Arusha en Tanzanie entre le FPR et le gouvernement rwandais

6 avril 1994 : L'avion qui transportait Juvénal Habyarimana et Cyprien Ntaryamira, président du Burundi, est abattu en plein vol.

C'est le début des massacres. **Depuis** : Près de 2 millions de Rwandais vivent dans les pays voisins, encadrés par les anciennes milices Interahamwe qui contrôlent l'aide humanitaire. La guerre continue en République démocratique du Congo. Elle a fait jusqu'à présent 3 millions de morts dans la population congolaise.

SI, SI,
C'EST VRAI...

Erreur d'aiguillage

Pat Tillman, ex-star du football américain, qui avait trouvé la mort le 22 avril en Afghanistan, tué par des balles tirées par des talibans, a en fait été abattu par un tir allié.

Où sont
les armes ?

Le *New York Times* vient de reconnaître des erreurs dans sa couverture des événements ayant conduit à la guerre en Irak. Ces erreurs auraient émané d'éléments transmis par des Irakiens en exil, dont le seul but était le renversement de Saddam Hussein. Au centre de ces erreurs, la question des armes de destruction massive justifiant l'intervention américaine.

Collabos

Cuba Solidarité vient de publier une liste de 79 députés français qui ont parrainé un mercenaire cubain « pseudo-journaliste ». Ces députés font en majorité partie de l'UMP. Seulement 2 appartiennent à l'UDF, ainsi qu'un député non-inscrit, Gérard Charasse.

Et pour les électeurs que cela intéresserait, 7 sont au PS : Armand Jung – Pas-de-Calais, Laurent Fabius – Seine-et-Marne, Henri Weber – Seine-Maritime, Martine Lignières-Cassou – Pyrénées-Atlantiques, Catherine Genisson – Arras, Jean Le Déaut – Meurthe-et-Moselle, Patrick Bloche – Paris

Immunité

Coupables de crimes en Irak, mais s'en défendant, les Américains négocient l'immunité de leurs personnels au Conseil de Sécurité des Nations Unies ; les accusations et les poursuites pourraient intervenir dès le transfert de souveraineté en Irak, prévu le 30 juin.

Irak :
Chirac se couche

Dans les trois jours qui ont suivi les « célébrations » du 6 juin 44 – où des journalistes incultes ont annoncé que la France avait été libérée par les Américains –, la France a voté en faveur de la résolution proposée par les États-Unis au Conseil de Sécurité sur le passage de témoin entre gouvernement américain et gouvernement de collabos irakiens. On aura du mal à croire que la coïncidence des deux « événements » est fortuite.

Les passagers
toujours fichés

Le gouvernement américain et la Commission européenne viennent de signer un accord visant à mieux encadrer la transmission des données personnelles des passagers aériens. Un accord encore très insatisfaisant en ce qui concerne la protection de la vie privée.

Plus de renseignements sur <http://www.quechoisir.org/>

San Agustín, ou le superman cubain

Danielle Bleitrach, sociologue et grande amie de Cuba, vient de passer quelques semaines dans la Grande île. Elle en ramène ce témoignage sur San Agustín plein de tendresse, de drôlerie et de gravité. C'est sans aucun doute cette vie là que les étasuniens veulent supprimer.



Photo JBF - Correspondant du Manifeste

Si vous allez à Cuba, n'oubliez pas d'aller dire bonjour à mes amis de San Agustín, une banlieue ouvrière de la périphérie de La Havane. Le quartier a été construit par des micro brigades militantes, les constructeurs ou leurs enfants occupent les lieux. Au centre il y a un ensemble imposant de poulaillers et à quatre heures du matin, on est réveillé par les coqs qui se répondent. Les gosses au milieu jouent, les enfants sont de toutes couleurs, ronds et prospères, autour d'eux pousse, comme de la mauvaise herbe, un jardin tropical où chacun cultive des légumes et cueille des fruits.

La solidarité est un mode de vie

À l'arrivée, il faut faire le tour des amis, de la famille, s'arrêter, parler aux voisins que l'on rencontre, échanger des plaisanteries. L'image d'une population apeurée par le CDR croquemitaine de son quartier est un mythe, le

Cubain dit ce qu'il pense. Ainsi cette coiffeuse d'un grand hôtel qui m'a affirmé : « Je voudrais mon salon à moi ! » La réponse est moqueuse : « Ton salon à toi, mais c'est du capitalisme ! » La riposte ne tarde pas : « Si tu étais socialiste, tu ne serais pas là à te faire coiffer dans cet endroit chic ! » En gros, elle dit : « Mêlé-toi de ce qui te regarde ! C'est moi qui vis ici et toi tu as juste le droit de te taire. » Ce qui est l'opinion qu'a le Cubain d'un étranger, qui veut lui donner des leçons dans un sens ou un autre. Si vous voulez vous faire accepter, le mieux est que vous vous présentiez comme un ami de Cuba et que vous borniez là votre intervention dans la vie nationale. Les Cubains se montreront alors les gens les plus hospitaliers, les plus chaleureux, les plus drôles que vous ayez pu rencontrer. Cette infirmière de San Agustín, coopérante au Venezuela, explique aux voisins : « Cet idiot m'a demandé si Fidel allait bientôt mourir ! Je lui ai répondu est-ce que je te demande quand ta mère va

mourir ? Et toi tu ne m'as pas l'air en très bonne santé ? Ce qu'on fera après, est ce que ça te regarde ? C'est l'affaire du peuple cubain et de lui seul ! » Et ils éclatent tous de rire. Elle a fait son devoir de solidarité, c'est normal. La Révolution remplit ses devoirs internationalistes envers les peuples du Tiers-Monde, des médecins, des infirmiers et infirmières, des volontaires partent chaque année par centaines vivre dans les *barrios* aux côtés des gens qu'ils soignent et qui sont les plus pauvres parmi les pauvres, ils y rejoignent d'autres milliers déjà sur place, le tout en réactualisant l'idéal du Che. Ils étaient en janvier 2004, 16 000 à « faire leur devoir de solidarité »...

La solidarité est un mode de vie. Si vous vous rendez à une invitation pour quelques jours, dans une famille cubaine, il est de simple politesse pour un étranger de faire un tour avant à une « tienda de récupération des dollars », et d'arriver les bras chargés de produits alimentaires achetés en dollars. Quelques instants après, s'organise dans l'escalier une pro-

cession des voisins, et chacun repart avec ce dont il a besoin. En revanche, comme Maria chez qui j'habite, a sa cafetière cassée, tous les soirs, la voisine remonte avec une casserole pleine de café, pour que je puisse en boire le matin. D'autres voisins portent des plats cuisinés pour honorer l'hôte. Le CDR du bâtiment n'est qu'un voisin de plus, mais on le sollicite encore plus fréquemment. Angela, une infirmière, responsable CDR, n'avait pas fermé l'œil de la nuit pour soigner gratuitement une voisine, je lui ai demandé : « N'est-ce pas un peu pénible d'être toujours dans cette promiscuité avec la famille et les voisins ? » Elle a répondu : « C'est une position de riche qui peut toujours acheter du secours, mais nous, qui sommes des pauvres, dans une société pauvre, nous savons que notre survie dépend de nos bons rapports avec la famille et les voisins »... Si l'on ajoute à la promiscuité policée de la vie quotidienne, aux solidarités actives, mais aussi militantes, le rôle des médecins cubains, de cette multitude de gens qui vivent au plus près des problèmes du quartier, renseignent parti et organisations de masse sur les difficultés de certains individus, on peut encore le concevoir comme un contrôle permanent, mais aussi comme une chaîne de solidarité. En tout cas ce n'est pas à San Agustín qu'une mémé mourra de déshydratation, les Cubains sont stupéfaits que les Français aient pu laisser mourir 15 000 personnes comme ça ! « Si ça c'était passé à Cuba, nous avions une invasion pour cause humanitaire ! » San Agustín est dans le municipio de Lisa, on y trouve 51 centres de consultation médicale deux centres de stomatologie, deux

AUSSI...

laboratoires, une polyclinique principale avec un service d'urgence, une unité d'hygiène et d'épidémiologie, deux pharmacies, approximativement 103 médecins de famille installés et vivant au cœur des ensembles immobiliers, 90 infirmières et 14 dentistes installés dans les mêmes conditions. Une femme étend son linge sur une corde, elle est en short et en « Marcel » bien que grassouillette et frôlant la cinquantaine, elle s'arrête d'étendre à notre passage. Elle interroge Maria, comment va sa famille ? Puis on passe aux problèmes de santé : « Tu as des douleurs dans le dos, passe demain ! » C'est « le médecin de la famille », une voisine comme les autres, qui entame sa consultation devant une corde à linge.

Le juste et le vrai

Est-ce que les Cubains ne ralentissent pas ? Carmen vient de ramener les produits mensuels de sa libreta. Elle les étale sur la table de la cuisine et secoue la tête : « Il n'y a pas là à manger pour plus de dix à quinze jours et le reste du temps qu'est-ce qu'on fait ? » Un voisin, lui fait remarquer que personne, même pas les pays capitalistes n'a dix jours de repas gratuits, encore moins dans les pays sous-développés, elle objecte : « Tout s'achète de plus en plus en dollars et je n'en ai pas. Et même pour acheter en pesos, c'est trop cher ! » A la nouvelle remarque concernant l'électricité, le téléphone quasi-gratuit, elle rétorque : « Oui je sais, l'éducation, la santé. Les autres ne l'ont pas. Quand je vois ces pauvres enfants décharnés dans les

bidonvilles, mon cœur saigne pour eux, mais je me dis que si leurs abrutis de parents avaient fait la révolution, ils seraient à l'école, ils seraient soignés, ils auraient au moins la libreta. Mais moi ça fait quarante ans que je fais la révolution, j'ai des droits, je ne veux pas d'un autre système, je veux que le mien s'améliore ! » Les voisins protestent et une grande discussion commence, Carmen déclare quelques instants après : « Je ne suis pas communiste, je suis fidéliste, Fidel m'a donné ce qui est pour moi sans prix, ma dignité ! » Carmen est taxée gentiment par le voisin d'« égoïste social ». Je lui demande ce que cela veut dire. « elle considère tout ce que la Révolution est censée faire pour elle, mais elle ne s'interroge pas assez ni sur la période que nous traversons, ni sur ce qu'elle doit faire pour la Révolution dans cette période ». Carmen proteste : « Ce n'est pas vrai, je suis consciente de ce qui se passe, des limites, Fidel fait ce qu'il peut, ce n'est pas de sa faute, mais on peut corriger des choses et si on ne le fait pas, le socialisme ne s'améliorera pas. » D'ailleurs la conversation n'a aucune conséquence, chacun rit, cela fait partie du débat sur le juste et le vrai, dans les relations de voisinage, dans les histoires d'amour aussi bien qu'en politique. Comment expliquer Carmen, égoïste sociale, je ne sais pas, mais en tout cas l'être le plus généreux, le plus intransigeant qui se puisse imaginer. Essayez pour voir de lui dire un mot contre Cuba, contre Fidel, contre sa révolution ?

Feliz est superman

Dans les maisons, il y a toujours un bricoleur qui n'est pas le maître de maison. C'est un voisin, ou un membre de la famille aux compétences universelles, puisqu'il est mécanicien, plombier, peintre, pâtissier. Ce jour-là, chez Maria, il y a Feliz. Feliz remet en marche un ordinateur qui

en France serait voué à la décharge. Il a une trentaine d'années, il est mulâtre très clair, il est syndiqué et s'affirme communiste. Il contemple fixement une photo d'une calanque marseillaise que je lui tends. Tout à coup, il déclare : « Tu vois cette pierre plate là au bord de l'eau ! » Il fait le geste de la main de lancer une canne à pêche, et il s'immobilise accroupi. « Je m'y installerai tout le jour, et le soir je ramènerai plein de poissons ». Il réfléchit trois secondes, et conclut : « Tu vois si Bush avait un rocher plat comme ça, il n'emmerderait pas le monde ! »



Photo JRP - Correspondant du Manifeste

Derrière sa maison, explique-t-il, il a un arbre à mangue, des mangues énormes, qui tombent sur le toit la nuit et le réveillent. Il greffe des orchidées sur le tronc du manguié. Le matin, avant de partir au travail, il vide la chair de deux ou trois mangues et la met à rafraîchir dans le réfrigérateur. Le soir après le travail, il est serveur dans un « rapide », un snack d'Etat, sur la playa de l'est à l'autre bout de la Havane, 27 km deux fois par jour, donc au retour après avoir fait plus de deux heures de vélo, il mange sa mangue fraîche sous l'arbre, le bonheur... Pour expliquer cela : assis il ouvre bras et jambe en signe d'extase. Je m'interroge : où cet homme avec son bricolage frénétique le samedi et le dimanche, le syndicat, ses journées de travail, les trajets en vélo, sans parler de la chute des mangues qui le réveillent la nuit, prend-t-il son énergie, alors qu'il fait plus de 35° à l'ombre ? « C'est une question de rythme, ne pas s'énervier inutilement, se délasser fréquemment, et danser le plus possible. » Feliz joint le geste à la parole en esquissant des pas de salsa. Feliz est un surhomme, un superman à la

Cubaine. Une nuit, ils sont tous partis, Feliz, sa femme, Maria, les voisins, accomplir leur tour de garde, ils ont inspecté les buissons, pour voir si un ennemi ne s'y cachait pas. C'est une préparation en cas d'invasion américaine, une fois par mois, ils répètent. Tous les Cubains savent exactement ce qu'il doivent faire en cas d'invasion. Il ne faudrait pas croire que les Cubains ne sont pas vigilants, au contraire, mais c'est comme les cyclones qui traversent périodiquement l'île. On ne peut pas vivre en permanence en pensant au cyclone, mais si à Cuba, il n'y a pas

de morts, à l'inverse de ce qui se passe dans les îles voisines, et même aux Etats-Unis, c'est que les Cubains savent ce qu'ils ont à faire, et si le cyclone vient, ils sont prêts, le reste du temps, ils vivent, et vivre ça ils savent... Comme Feliz, ils disent : « Le mieux, pour eux et pour nous, est qu'ils ne viennent pas ! Mais s'ils viennent nous sommes prêts ! » Je frissonne en imaginant une bombe tombant sur San Agustin, mais je me rassure : les Américains doivent savoir que Feliz est un superman. Autrement, ils seraient venus depuis longtemps. Il n'existe pas un cœur de pierre susceptible de résister à un Cubain. Même le Français le plus grognon peut être rééduqué à la vie collective. Ce sera dur, mais un jour, il découvre que l'improvisation, les longues discussions sur le juste et le vrai, l'éthique plus encore que la politique, la promiscuité, l'infinie tendresse cubaine, lui manquent, et ce jour-là, il a Cuba comme une écharde dans le cœur.

Danielle Bleitrach

Histoire de mercenaires - 1
Comme la torture, l'armée américaine sous-traite sa propre sécurité en Irak, la confiant au secteur privé. Les mercenaires engagés par ces sociétés privées « qui vendent du conseil militaire et de la sécurité » viennent d'horizons variés, sur le plan géographique : Etats-Unis, Royaume-Uni, Afrique du Sud des nostalgiques de l'apartheid, et Légion étrangère... Pour la France, on retrouve des noms « prestigieux », comme Paul Barril, Robert Denard, ou François-Xavier Sidos, ex-candidat du Front National en Seine-Saint-Denis.
Source : *Le Figaro*, 27/03/04

Histoire de mercenaires - 2
Les « interrogatoires renforcés » pratiqués en Irak et en Afghanistan sous occupation américaine ont été confiés à la firme CACI International, déjà entraînée à Guantanamo. Recherche, expérimentations et mises en pratique de « techniques d'interrogatoires renforcés » ont été confiées à ce type de sociétés du secteur informatique depuis les années 1990.

Éducation
D'après les derniers indicateurs mondiaux sur l'éducation publiés par l'UNESCO, un enfant en Finlande, en Nouvelle-Zélande ou en Norvège peut espérer plus de 17 années d'enseignement. C'est 2 fois plus qu'au Bangladesh ou au Myanmar, et 4 fois plus qu'au Niger ou au Burkina Faso. La plus faible espérance de scolarisation au monde, à peine 2 ans pour l'année scolaire 2001-2002, est celle de l'Afghanistan. Enfin, le *Recueil de données mondiales sur l'éducation* de l'agence de l'ONU « établit un lien clair entre l'espérance de scolarisation et la richesse nationale ». Tiens donc !

Éducation (encore)
Selon un autre rapport de l'ONU, le droit des enfants à l'éducation est sérieusement menacé dans les pays où ils sont légalement autorisés à travailler. À noter qu'il en est de même dans 25 pays où la scolarité n'est pas obligatoire (10 en Afrique subsaharienne, 6 en Asie de l'Est et Pacifique, 4 dans les États arabes, 3 en Asie du Sud et de l'Ouest, 2 en Amérique latine et Caraïbes)... C'est étonnant, non ?

Participez à votre journal...
... Devenez correspondant.

Le Manifeste recherche :

Des photos libres de droits (tous sujets - et surtout sur les pays (vous avez bien des photos prises en vacances à Cuba, au Mexique, en Corse, en Chine, en Bretagne, sur Mars...)).

Des jeunes créateurs Dayant une démarche proche de celle du Manifeste, journal communiste pour effectuer des reportages.

Où va l'altermondialisme ?

Les mouvements altermondialistes font beaucoup parler d'eux ces dernières années comme forme de résistance à la mondialisation capitaliste. Offrent-ils une réelle alternative ? Ou nécessitent-ils, plus que jamais, que les forces communistes s'expriment et ouvrent de nouveaux chemins ? Rencontre avec deux intervenants impliqués par cette lutte altermondialiste.

L'altermondialisme, internationalisme du XXI^e siècle ?

Nils Anderson

Nils Anderson, membre du Conseil scientifique d'Attac, a confié au *Manifeste* le texte d'une allocution prononcée lors d'un débat sur les perspectives et limites du mouvement social. Il y analyse les circonstances de l'apparition du mouvement altermondialiste, ses avancées et ses limites.

Au cours de la seconde moitié du XX^e siècle, la mondialisation de l'économie est devenue le cours dominant de l'économie capitaliste et, après la chute du Mur et l'implosion de l'Union soviétique, le credo politique et idéologique du néo-libéralisme. Utilisant le désarroi des forces progressistes, les chantres de l'économie de marché vont imposer leurs « nécessaires réformes » : précarisation du travail, délocalisation des entreprises, fluidité des capitaux, concentration industrielle, financière et commerciale, déréglementation des systèmes sociaux, démantèlement de l'État.

Dans leur grande majorité, politiciens et gouvernements se rallient à la pensée unique et font allégeance au Nouvel ordre mondial économique, financier et militaire des États-Unis. Cette politique, dont le FMI, la Banque mondiale, l'OMC, le G8, les institutions européennes, le Forum de Davos, etc. sont les instruments internationaux, va très vite avoir pour conséquence une brutale aggravation des inégalités sociales et un

accroissement de la pauvreté et de la misère dans le monde. La mondialisation va participer d'un affaiblissement du rôle de l'État, privant les gouvernants d'importants leviers de commande ; l'État démocratique-bourgeois n'est dès lors plus en mesure de remplir une fonction régulatrice entre patronat et salariés, entre secteur public et secteur privé ou de remplir son rôle de redistribution sociale. Une grave crise de la démocratie en résulte, qui jette le discrédit sur la représentation politique traditionnelle.

Un mouvement divers

En raison de cette carence, l'altermondialisme (inscrit dans un moment historique précis) joue souvent le rôle de levier pour de multiples initiatives citoyennes, dont certaines ont débouché sur de puissants mouvements sociaux. Mouvement divers, multiple, confus tant dans sa composition que dans ses objectifs, l'altermondialisme est devenu un espace de mobi-

lisation (et de réflexion) unique. Mais cette hétérogénéité pourrait être aussi sa limite indépassable.

Au cours des années 90, le mouvement antimondialisation prit peu à peu conscience des dangers de la politique hégémonique des États-Unis qui, sous le drapeau de l'ONU ou dans le cadre de l'OTAN, s'attribuait le rôle de gendarme international. Lors de la première guerre d'Irak, des opérations au Kosovo, de la guerre d'Afghanistan, des mouvements anti-guerre se sont mobilisés, mais sans participation active du courant altermondialiste ; lors de la seconde guerre d'Irak, l'unilatéralisme étasunien agissant à visage découvert, on assiste pour la première fois à une conjugaison des mouvements anti-guerre et altermondialiste. Toutefois, en raison de la diversité des courants qui le traversent, cet élargissement hors du cadre initial du champ de lutte de l'altermondialisme, reste à confirmer.

Effets positifs et acquis

La mouvance altermondialiste a eu plusieurs effets positifs, dont l'un fut la réelle dynamique assembleuse (plus que rassembleuse) du mouvement, qui permit que des militants démobilisés, isolés, reprennent le chemin d'un engagement. Cependant, l'histoire nationale, ouvrière, révolutionnaire, culturelle de chaque pays et l'hétérogénéité de ses composantes, multiplient au sein du mouvement altermondialiste les forces centrifuges

et il est impossible aujourd'hui d'affirmer qu'il s'agit d'un mouvement temporaire ou si l'altermondialisme a un devenir ; personne jugeant nécessaire de transformer la société ne peut demeurer indifférent à cette interrogation.

Deux acquis tangibles s'affirment : premièrement, après la désagrégation politique et idéologique qui suivit l'effondrement de l'Union soviétique, l'altermondialisme fit entendre un discours autre que

Un avenir en construction

Partant de l'expérience et des échecs de l'internationalisme prolétarien, c'est peut-être là le principal gisement d'un projet politique altermondialiste. Cette démarche bénéficiaire du fait qu'elle ne peut aujourd'hui être chapeauté par un modèle paralysant les initiatives et les capacités de chaque lutte dans le monde (cet avantage contient naturel-

lement son contraire, une propension à la singularité et à la division). Autre

potentiel, la prise de conscience de plus en plus répandue dans le monde, qu'il ne peut y avoir, face aux crises et menaces écono-



celui du néo-libéralisme (certes de façon confuse et parfois ambiguë), montrant la nécessité de changer les choses. Ce discours s'est avéré mobilisateur pour la jeunesse et chacun sait qu'il n'y a pas de processus révolutionnaire sans engagement des jeunes générations. Reste à éviter l'écueil que cette dynamique militante ne se confine pas dans l'activisme.

Le second acquis est d'avoir réintroduit une vision internationaliste dans la lutte anticapitaliste. L'internationalisme, principe de solidarité active du mouvement ouvrier au XIX^e siècle, s'est effiloché au cours du XX^e siècle, pour ne plus devenir qu'une déclaration rhétorique, notamment après la Seconde guerre mondiale, où l'on vit prévaloir les communismes et les socialismes nationaux. Une vision internationaliste, encore formelle, s'inscrit dans la logique même de Seattle, Porto Alegre, Florence, Paris, Bombay. Mais cet internationalisme, pourra-t-il être conceptualisé, concrétisé ?

mique, sociale, écologique, humanitaire, totalitaire, intégriste, de solutions que globales.

Face à l'hégémonie de l'Empire étasunien et à la logique capitaliste néo-libérale, l'internationalisme ne peut plus être la simple affirmation d'une fraternité égalitaire mais devient une question de survie solidaire. Mais, conscient que les défaites du socialisme au XX^e siècle ne sont pas seulement des victoires du capitalisme et du camp occidental mais, d'abord, une conséquence des propres insuffisances de la gauche révolutionnaire, sachant que ces carences demeurent, il faut se convaincre que, faute de les surmonter, dans les têtes et dans les comportements, la capacité d'élaborer une alternative altermondialiste à réel contenu internationaliste sera illusoire.

Nils Anderson



Où en est le mouvement altermondialiste ?

Michel Dalerin

Le refus de prendre en compte la validité du cadre national et l'actualité de la contradiction capital/travail, et donc de la lutte des classes, mine le développement du mouvement altermondialiste.

Comme le relèvent Nathalie Brion et Jean Brousse (de l'Institut géostratégie) dans une tribune parue dans *Le Monde* du 26/02/04 : « le terme "politique", synonyme d'"électoraliste", de "démagogique", voire d'opacité et de système mafieux, ne désigne plus la façon de gouverner » alors que dans le même temps « l'attente et le besoin de politique s'expriment plus que jamais ».

C'est dans ce contexte contradictoire que s'agglutineront divers mouvements, au départ chacun concentrés sur une lutte (GATT, AMI, les « Sans », les « anti-guerre » ...) pour constituer un rassemblement anti puis altermondialiste.

Une exigence forte de décision nationale

Dans cette même tribune du *Monde*, les auteurs font remarquer que « pourtant, un certain nombre de valeurs dynamiques émergent. Elles se structurent autour de la volonté collective de préserver la spécificité du modèle français, s'agrègent autour du rejet du modèle anglo-saxon, des marchés financiers et de la mondialisation (...) ».

Or, les forces dites altermondialistes ne prennent pas en compte ces réalités. Au contraire, cette « nébuleuse » a en commun avec le « consensus mou » de « partager l'idée que le cadre national (...) serait désormais dépassé et inapte à faire face aux grands problèmes auxquels sont confrontés l'humanité et la planète ».

L'abandon ou la négation de la dimension nationale tant au sein du mouvement altermondialiste qu'au sein des forces politiques et syndicales de gauche, l'absence de référence sur le rôle de la France en tant que nation souveraine, sont préjudiciables à une mobilisa-

tion massive. On ne trouvera ainsi pratiquement jamais un mot sur le possible volontarisme décisif de la politique menée par une grande nation comme la France. Car, dans le domaine européen, par exemple, la politique mise en œuvre changera d'autant plus que nous aurons réussi à faire changer celle de la France au préalable.

La preuve d'une France apte à agir avec détermination indépendamment des contraintes européennes a été administrée en 2003 lors de la démonstration grandeur nature de la capacité nationale : l'opposition à la guerre contre l'Irak. Si la France avait attendu les Européens... Alors qu'en prenant une décision souveraine forte, elle a attiré dans son sillage les déterminés (Allemands, Russes, Chinois) mais aussi les hésitants. Quand une grande nation ose, alors les perspectives s'ouvrent au plan international.

C'est pourquoi, il convient de ne pas se montrer trop faibles sur les responsabilités propres des gouvernements, des États nationaux. Il faut certes appeler à une massive intervention citoyenne, nationale, européenne, internationale. A ces propositions d'intervention populaire, je mettrai en parallèle : comment détacher les États nationaux des marchés financiers si ils sont tenus par eux, comme le disent nombre des « experts » du mouvement altermondialiste ? Quelles mesures peuvent prendre ces États à cet égard ? C'est dans cette contradiction de la non-articulation du national à l'international qu'il faut trouver la limite des mouvements altermondialistes et

leur difficulté à élargir leur base sociale ainsi qu'à faire la jonction avec une possible issue politique de transformation sociale profonde. Il est vrai que les partis de la « gauche plurielle » française portent de leur côté également une lourde responsabilité dans cette difficulté dans la mesure où eux-mêmes, en particulier le PCF, ont abandonné le terrain de la lutte pour cette



Bombay le 19 avril. (Photo DR)

transformation radicale de la société.

L'abandon du projet de transformation sociale

L'évolution et les glissements sémantiques et idéologiques des discours du PCF ainsi que ses pratiques et décisions entre 1992 et 2002 en sont une éclatante démonstration : renoncement à se battre clairement contre l'Europe de Maastricht sous couvert de la faire « bouger » de l'intérieur ; renoncement à la bataille contre l'OTAN et la participation française aux guerres otaniennes, adhésion au concept de « défense européenne »... Or qui d'autre qu'un parti révolutionnaire pourrait mettre en cohérence, faire la synthèse et proposer une issue aux revendications à la fois du mouvement social et du mouvement altermondialiste ?

Le rejet massif de Maastricht lors du référendum, le mouvement majoritaire de 1995, les luttes de Renault-Vilvoorde, LU, Michelin, Moulinex, l'impact populaire de l'échec du Sommet de l'OMC à Seattle, la montée de l'abstention... ne semblent pas traduire cette « désespérance » montrée du doigt par le PCF après les élections de 2002, mais bien un gigantesque et salutaire NON, trois fois,

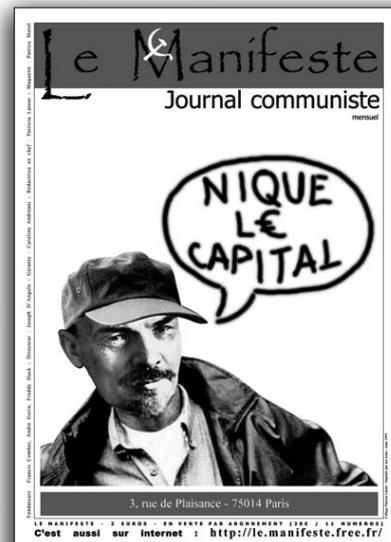
Comment sortir de la contradiction ?

Euvrer prioritairement à la modification du rapport des forces entre Capital et Travail, en commençant par agir en France, et en solidarité internationale avec toutes les luttes en Europe et dans le monde, permettra de freiner puis de renverser l'accélération d'un processus d'intégration et de concentration capitaliste qui affecte directement notre pays dans les conditions évidemment nouvelles de l'après-1990.

Les citoyens ne semblent d'ailleurs pas s'y tromper. A cet égard, la bataille contre l'OMC qui vient de remporter une nouvelle victoire à Cancun, après Seattle, illustre ce besoin des États et de leurs gouvernements. Ces deux victoires sont en effet le produit du refus combiné et contradictoire avant tout des pays du Sud, avec le soutien des forces politiques progressistes et syndicales des grands pays industriels du Nord, ainsi que de nombreuses ONG du Nord comme du Sud.

Michel Dalerin

Une affiche pour la propa de votre journal



Disponible sur commande
Téléchargeable au format A4 sur votre site
<http://le.manifeste.free.fr/>

Action directe

L'inlassable vengeance d'État

Les membres d'action directe ont purgé leur peine incompressible mais contrairement à d'autres ils sont volontairement maintenu en prison malgré leur état de santé. Le philosophe Georges Labica revient sur cette affaire de justice de classe.

Joëlle Aubron, Georges Cipriani, Nathalie Ménigon et Jean-Marc Rouillan, considérés comme les « chefs historiques » du groupe Action directe, sont détenus depuis 17 ans, en particulier pour les meurtres du général René Audran, Directeur des relations internationales du ministère de la défense (janvier 1985), et du PDG de Renault, Georges Besse (novembre 1986). Leur camarade Régis Schleicher, jugé pour « association de malfaiteurs », après plusieurs rejets de demandes de libération, entre dans sa 21^e année d'incarcération. C'est parce qu'ils sont des prisonniers politiques, bien que l'Etat français ne reconnaisse pas cette qualité, que, dès leur arrestation, ils ont été condamnés à la perpétuité par une cour d'assises spéciale exclusivement composée de magistrats professionnels (application rétroactive des lois « antiterroristes » de Pasqua), et qu'ils ont été soumis à un véritable programme de destruction. Au sein d'un système carcéral, constamment dénoncé par toutes les enquêtes nationales et européennes, comme l'un

connu un quotidien fait de longues et systématiques mises à l'isolement, de fouilles à répétition, de parloirs délivrés au compte-gouttes, de courriers sévèrement contrôlés, voire non distribués, de rétention d'informations de presse, ainsi que des perfusions de force à la suite de très longues grèves de la faim (plus de cent jours).

Acharnement répressif

En dépit de nombreuses et sévères interventions d'élus, députés et sénateurs communistes et verts, leur situation, loin d'avoir changé, n'a fait que se détériorer. Alors qu'ils se trouvent à quelques mois de la fin de leur peine dite « incompressible » (18 ans), l'acharnement répressif a poursuivi son œuvre. Ils sont tous les quatre atteints de pathologies graves. Nathalie Ménigon, victime de deux accidents vasculaires cérébraux, imputables à ses conditions de détention, s'est, à plusieurs reprises, blessée profondément (jusqu'à 41 points de suture) pour obtenir d'être

de sa demande de suspension de peine, reporté du 26 mars au 9 avril. Georges Cipriani, souffre depuis plusieurs

avant cette dure épreuve. Menottée à son lit durant les jours qui ont précédé l'opération, sous la garde de 3 offi-



Jean-Marc Rouillan à la Cour d'Assises Spéciale de Paris 1989 pour l'assassinat de Georges Besse, P.D.G. de la Régie Renault. (Dessin DR)

années de troubles psychiques. Il a été interné en division psychiatrique pendant 18 mois, puis replacé en détention. Tous les deux auraient dû être libérés depuis longtemps pour raisons médicales, et singulièrement au titre de la loi Kouchner du 4 mars 2002, dont a bénéficié un Maurice Papon. Or, il n'en a rien été et le pourvoi de Nathalie Ménigon vient d'être à nouveau rejeté, le jour même où la "Justice", sous des attendus quelque peu différents, donnait une suite favorable à celui de Le Floch Prigent.

Le 7 mars, Joëlle Aubron a été transférée de la prison de Bapaume au service de neurochirurgie du CHRU de Lille, afin d'y être opérée d'une tumeur au cerveau, métastase d'un cancer du sein ou du poumon. Sa famille, qui n'avait pas été prévenue par l'administration, mais seulement alertée par une amie, dont le parloir avait été suspendu, ni son avocat, n'ont pu la voir

ciers de police à la porte de sa chambre ouverte en permanence, elle a été à nouveau entravée, après l'opération. Ce n'est qu'à la suite de protestations et d'une campagne de presse que le préfet concerné a mis fin à cette situation. Ramenée à la prison de Bapaume, avant de suivre une dizaine de séances de rayons, et laissée sans aucun suivi médical, elle a dû être une nouvelle fois transférée d'urgence à la suite d'un évadissement et d'une chute ayant entraîné une blessure à la tête. Cette fois encore, sa famille n'a pas été immédiatement informée. Et ses parloirs ne sont toujours pas reportés de la prison sur l'hôpital. Jean-Marc Rouillan enfin, atteint d'un cancer du poumon décelé il y a trois mois, vient seulement d'être conduit au secteur pénitentiaire de l'hôpital de Lyon. L'exigence d'une libération immédiate, qui fait l'objet d'une pétition à l'initiative de

leurs amis, devrait rencontrer la plus large adhésion.

La vengeance d'État

Que les plus hésitants et les « belles âmes » elles-mêmes se rassurent. Il ne leur est demandé aucun ralliement idéologique. Le seul souci humanitaire est d'autant plus suffisant qu'il est avalisé et garanti par une disposition juridique. On notera cependant que l'acceptation explicite de l'exception, savoir la maladie, entérine tacitement la règle, autrement dit la mort



Photo DR

des plus iniques qui soit, – conditions de détention, surpeuplement, absence totale de droits, durée des peines, ils ont fait en outre l'objet d'un traitement d'exception, qui ne s'est jamais relâché. Entièrement livrés à l'arbitraire de l'administration, ils ont

soignée. Atteinte d'hémiplégie et profondément dépressive, elle a dû, les promesses n'ayant pas été tenues, engager une nouvelle grève de la faim du 16 au 26 février dernier, qu'elle a interrompue sur la demande de ses amis, afin d'attendre le verdict d'appel

commun » au domaine des affaires. On ne compte plus les non-lieux et autres remises de peine si généreusement distribués aux fraudeurs, concussionnaires, prévaricateurs ou initiés, pour peu qu'ils détiennent un poste de quelque importance dans les hiérarchies politiques et économiques. En regard d'un vol de pommes, on le sait, la prédation boursière et l'escroquerie au détriment du budget public ne sont que péchés véniels, dont nul, de surcroît, ne se soucie de mesurer les effets sociaux.

Au sommet, l'impunité ne concerne pas uniquement l'exorbitant placement hors-droit d'un Président, ni l'im-

Floch Prigent se voient exemptés de peines pourtant minimes et profitent de la loi Kouchner. C'est pourquoi un Papon, qui n'a écopé que 10 ans, et qui a sans doute connu des conditions privilégiées durant sa courte détention, se retrouve libre. Un commissaire, qui, ailleurs, aurait jalousement veillé au menottage, se rend même à son domicile vraisemblablement plutôt pour prendre des nouvelles de sa santé que pour s'assurer qu'il a

civils de surcroît, en quoi les condamnés politiques pour les meurtres d'un marchand d'armes et d'un exécuteur de « plans sociaux » mériteraient-ils une étiquette, dont se verrait dispensé le pro-nazi ratonneur ? A noter qu'ici encore l'impasse est faite sur les conséquences, par exemple, des « dégraissages », en nombre de vies brisées, de drames psychologiques et de suicides. Tant il est vrai que la violence systématique, quant à elle, travaille dans l'ombre et le silence.

de contrition de la part des détenus d'Action directe, ou, à défaut, de l'un d'entre eux, on répondra tranquillement qu'on ne voit pas pourquoi on demanderait à ces prisonniers politiques (qui n'en sont légalement pas) d'adopter un comportement qui n'est requis d'aucun prisonnier social, à partir du moment où, comme l'on dit, « il a purgé sa peine » et « payé sa dette à la société ». Le moindre mea-culpa ne signifierait-il pas, en quelque façon, l'anéantissement, pour la plupart de ces militants, d'une moitié d'existence sauvegardée à force de détermination entre les murs de leurs cellules ? Leur dangerosité toujours mise en avant

« enfants perdus », auxquels nous avons parfois inculqué les radicalités soixante-huitardes et tiers-mondistes, de quels titres de gloire, et surtout de quelles victoires pouvons-nous nous prévaloir, du haut desquelles les juger ? De quel bilan historique ? Le comptage des pas nous serait-il si favorable, un ou deux en avant, deux ou trois en arrière ? Les soumissions consensuelles au (dés)ordre dominant constitueraient-elles le prix à payer pour nos bonnes consciences et la peur de l'anarchie pour le renoncement au « grand soir », cette baudruche de nos lâchetés ? Trop pressés, trop imbus de nos certitudes, nous n'avions pas vu que la dialectique était également maîtresse de relativité.

Encore un mot. Le rejet des demandes de suspension de peine présentées par les avocats des prisonniers politiques d'Action directe a coïncidé avec la décision gouvernementale, non encore exécutée, d'extrader Cesare Battisti. Le rapprochement entre les deux situations a été opéré, à plusieurs reprises, y compris par le dernier nommé. L'appartenance de famille fait peu de doute. Mais il s'agit, en réalité, de figures inversées. En témoignent les réactions contradictoires des opinions « de gauche », de part et d'autre des Alpes. Ici, en France, on proteste avec véhémence contre la mesure annoncée, là, en Italie, on s'étonne du parti pris de défense d'un homme ayant échappé à la justice de son pays. On n'en débattrait pas. On ne recourrait même pas à l'hypothèse selon laquelle ce serait à nouveau une forme de complaisance vis-à-vis de la doctrine d'État de distinguer entre des ressortissants nationaux et un étranger, passibles donc d'appréciations différentes. Il suffirait d'avancer que « le respect de la parole donnée », invoqué par les plus neutres, ne saurait strictement équivaloir à l'exigence de justice, le formalisme juridique ne pouvant faire le poids face à la dénonciation d'un brutal déni du droit. Reste à espérer que le premier ne fera pas obstacle au second et qu'au contraire, les deux se confondront dans le nécessaire tollé contre la justice de classe et la vindicte d'État.

Georges Labica



pro-
bable statut de cours de justice, où pourraient comparaître des ministres, elle s'étend bel et bien, par une sorte de capillarité, à tous les agents sans aucune exception de la puissance publique, dont elle permet de relativiser les méfaits. Le flic voleur, violeur, cogneur ou assassin, quand sa charge devrait induire l'alourdissement des châtimens encourus, bénéficie, au contraire, d'égards, dont sont jugés indignes ses homologues de ladite société civile. Et les moyens de se soustraire à toute sanction se multiplient en remontant l'échelle des pouvoirs, au point qu'aux responsabilités les plus élevées correspondent les degrés d'irresponsabilités les mieux assurés. « Responsable n'est pas coupable », autre air connu. En clair, l'État, détenteur de la violence, qui n'est pas seulement symbolique, et garant de sa propriété par les propriétaires au prorata précisément de leur propriété, l'État est intouchable. Ses serviteurs, ou, plus exactement, ses maîtres, que sont ses représentants, le sont aussi. C'est pourquoi un Dumas, un Mitterrand fils, tel ou tel ministre ne sont pas ou si peu inquiétés. C'est pourquoi un Sirven et un Le

bien
laissé au fond d'un tiroir la Légion d'honneur, qu'en principe, il n'a plus le droit d'exhiber. On se trouve ici dans le contre-exemple absolu. Les centaines de déportés juifs, les centaines de morts algériens relèvent de l'ordre étatique et de son respect scrupuleux, de Pétain à De Gaulle, par un ministre et un préfet, et non des registres de la criminologie. Le précédent des généraux de l'OAS, dûment réhabilités par un F. Mitterrand, était déjà éclairant. Les « terroristes », ce sont les militants d'Action directe, en aucun cas le Haut fonctionnaire galonné et décoré. Il y aurait pourtant encore matière à interrogation.

La haine intacte de la bourgeoisie

Car si le terroriste, comme on nous le hurle aujourd'hui, c'est le tueur d'innocents,

A
moins que le terme de « terrorisme » ne soit réservé à ceux qui s'en prennent à l'Etat et à la personne de ses commis les plus éminents ? On se doutait bien que le « terrorisme d'État » n'existait pas et que les « attentats ciblés » ne pouvaient être qu'une exclusivité du Pouvoir. D'un côté l'impardonnable du crime des crimes, de l'autre, la mansuétude due aux « bavures » dans l'exercice du devoir. L'impeccable logique de la clémence va jusqu'à ignorer les frontières, puisque la République offre, le cas échéant (et souvent échu) sa bienveillante hospitalité à un Bokassa, un Aoun ou un Béné Doc. Ajoutons qu'à ceux, nombreux assurément parmi les chefs-matons, des Directeurs de Centrale aux Préfets et Gardes des Sceaux, qui attendraient et souhaiteraient quelque repentance ou un acte

ne
mesure que la haine intacte d'une bourgeoisie à laquelle ils ont un moment fait peur. On paraît, à l'inverse, ne guère s'offusquer qu'un Papon, toujours lui, se répande dans des colonnes d'hebdomadaire, pour affirmer qu'il ne nourrit ni remords, ni regret.

Justice de classe

Et le terrorisme considéré en tant que transgression révolutionnaire ? Quelques instants d'attention ne sont peut-être pas non plus inutiles. Dans la lutte engagée entre travail et capital, dans le combat anti-impérialiste, il est notoire que l'action consciente de masse, selon les critères les plus sûrement établis, emporte le rejet de l'aventurisme gauchiste, selon l'appellation consacrée. L'opiniâtre labeur de mobilisation et d'éducation condamne l'action directe et son rêve d'exemplarité. Un tel choix a incontestablement connu son heure, et, en bonne part, conserve sa leçon. Comment toutefois ne pas prendre en considération le fait que ce sont la conjoncture et l'opinion, c'est à dire le rapport des forces, aux évolutions souvent imprévisibles, qui font la décision ? Ce qui, pour les individus, se traduit par la mort, l'arrestation ou... un siège à l'Onu. Et pour nous aujourd'hui, les pères, les grands frères ou les cousins de ces

Télé réalité

Le Serpent à Sornettes

Les shows de télé réalité encombrent les programmes de nos petits écrans. Des histoires sans histoire pour inciter le peuple à la médiocrité.



Collage Patricia LATOUR

Bien sûr que les classes dirigeantes veulent le bonheur de leur peuple ! Elles espèrent qu'ainsi il ne leur cherchera pas d'histoires, mais encore faut-il voir si le rapport qualité-prix est au plus juste, non pas au sens de la justice, même de classe, mais au sens des chaussures qui font mal aux pieds quand elles sont trop justes. Aujourd'hui que le bonheur du peuple, c'est de passer à la télévision et devenir célèbre, elles s'attachent donc à la télévision, surtout qu'en étudiant bien son coup, ça peut rapporter gros et, en plus, ça rendra tellement heureux les actionnaires des chaînes. Mais comment faire immerger, au plus juste prix, tout le monde dans les sources miraculeuses du petit écran ? On étudia des émissions auxquelles n'importe qui pourrait participer pour peu qu'il ne sache rien faire. Être payé à ne rien faire, voilà le rêve que prêtent aux pauvres ceux qui deviennent riches en faisant tout faire aux autres. On inventa alors ce qu'on appelle *a contrario* la télé réalité parce qu'elle n'entretient avec la réalité que des rapports anti-

nomiques consistant à enfermer tout à fait artificiellement, dans un local, ou plutôt un bocal, des gens qui n'ont rien à faire ensemble, qu'on a réunis arbitrairement, et qu'on met sous le feu d'une multitude de caméras qui les observeront en permanence, comme l'entomologiste Jean-Henri Fabre observait ses fourmis derrière une glace. Sauf que ça n'a rien à voir.

Les fourmis de la télé réalité

Dans les émissions de « télé réalité », le rôle des fourmis est tenu par des femmes et des hommes assez masochistes pour permettre qu'on traite leur dignité par-dessous la jambe. Mais surtout, il n'y a personne pour tenir le rôle de Fabre. Or vous ou moi qui ne sommes pas entomologistes, nous ne tirerions pas grande intelligence du bocal de Fabre s'il n'y avait pas Fabre pour nous raconter ce qui s'y passe, parce que, quand il intervient comme un passeur entre nous et ses expériences en nous en faisant le récit, il leur apporte leur sens. Faute d'un passeur,

les spectateurs de la télé réalité n'apprendront rien de ces non-péripéties jouées par des non-acteurs dans de non-émissions. Un passeur, c'est-à-dire un intermédiaire, un auteur, celui qui fait le récit et chaque récit est différent parce que, en même temps que l'histoire,



Graphisme Patricia MOREL

révèle celui qui la raconte et celui qui l'écoute. Les faits bruts n'ont de sens que s'il y a quelqu'un pour les raconter.

Les histoires ne prennent sens que pour autant qu'on en fait le récit, même quand il s'agit d'une histoire de l'Histoire. Selon que c'est François Furet ou Michel Vovelle qui font le récit de la Révolution, on voit bien qu'ils ne font pas tout à fait la même histoire de pas tout à fait la même Révolution, sans qu'on puisse accuser l'un ou l'autre d'incompétence ou de partialité. Allez voir un film avec un ami et parlez-en avec lui à la sortie, vous vous apercevrez que vous n'avez pas vu tout à fait le même film parce que le discours de l'autre n'arrive pas tout à fait de la même façon dans votre oreille et celle de votre ami. C'est le pluralisme des sens qui donne son relief au sens et permet divers angles d'approche des œuvres qui méritent la réflexion.

Les fausses expériences

Or, dans la « télé réalité », on ne trouve ni télé ni réalité parce qu'il n'y a pas d'auteur pour promener le miroir le

long de la route, pas de regard humain, mais rien qu'un grand nombre de caméras fixes qui moulinent automatiquement. C'est le hasard qui dispose des éléments au lieu d'une intelligence qui construit l'épisode, l'interroge et le force à dire quelque chose ; les protagonistes semblent avoir été choisis pour leur vacuité et leur insignifiance et surtout pas pour une richesse d'expression particulière ou une capacité d'improvisation. Ces non-comédiens, enfermez-les dans un loft anonyme, sans texte, sans canevas et, le plus souvent, sans imagination et regardez de mille yeux ; il ne se passera rien puisque tout cela n'est rien et il ne suffira pas d'un coût annoncé d'un garçon et d'une fille dans une piscine pour que ce soit quelque chose.

Ce sont fausses expériences comme les expériences sadiques de Mendélé et ses séides dans les « laboratoires » des camps nazis. Il était impensable, et ça n'était pas leur but, qu'il en sortît jamais une vraie découverte, comme, par exemple, un vaccin contre le cancer, malgré les milliers de cobayes humains qu'ils sacrifièrent pour rien, parce qu'ils n'étaient que des monstres de médiocrité, incapables d'inventer de nouvelles expériences de vie mais seulement de nouvelles manières de tuer. Les fausses expériences de la télé réalité n'ont certes pas les conséquences tragiques de celles des médecins fous de la Waffen SS, je ne suis pas sûr, pourtant qu'elles soient sans danger pour ces malheureux jeunes gens pour la plupart fort démunis. Fascinés par la télévision prodigue de sornettes, plus tentatrice que le serpent d'Ève, que deviendront ces sacrifiés de l'audience qui, après avoir connu les éblouissements d'une gloire imméritée, sombreront dans l'amertume de l'échec inévitable, quand elle s'écartera d'eux ?

Bernard-G. Landry

Anniversaire de Dien Bien Phu

Un peu de décence, s'il vous plaît

Il y a cinquante ans, la France perdait la guerre d'Indochine à Dien Bien Phu. Une partie des médias nous ont abreuvés à cette occasion de contre-vérités. Le point avec un spécialiste du Vietnam.



Photo DR

Le 7 mai 1954, les milliers de combattants français lancés par un gouvernement irresponsable et un état-major irréaliste dans le piège de Dien Bien Phu étaient submergés par les troupes vietnamiennes. Ils venaient de participer à l'ultime combat du colonialisme français en Indochine. Deux mois encore, et le gouvernement Mendès-François, dont nous n'idéalisons certes pas l'amour pour l'indépendance des peuples, signait, par pur réalisme, les accords de Genève. La France était, tout simplement, au bord du gouffre. Robert Guillain, l'envoyé spécial de *Monde*, titre alors un de ses articles « Sauver l'armée française » : il faut d'urgence mettre fin à l'hémorragie, sinon nous perdrons, en plus de l'Indochine, les forces vives de notre armée, écrit-il en substance. Cinquante ans plus tard, les revues, la presse, ont été sur la brèche. Il y a eu d'excellents articles, dépassionnés, des mises au point de qualité, comme par exemple le n° spécial de *L'Histoire*, le cahier de *Témoignage chrétien* ou le dossier de *Monde-2*. A la télévision, on peut également se féliciter du travail de fond effectué par l'équipe de Patrick Barbéris et d'Eric Deroo, respectant tous les belligérants, même si, hélas, la chaîne *Histoire* n'est pas la plus regardée. Les Vietnamiens ont eu la parole, ce qui est la moindre des

choses. Vo Nguyen Giap a été interviewé par *Le Monde-2*, par *L'Humanité* et par *Le Figaro*. Il y a tenu, d'ailleurs, des propos fort apaisants, rendant hommage à ses anciens adversaires, soulignant que les plaies du passé doivent être désormais cicatrisées, que la paix était un patrimoine à préserver sans cesse (« Ma stratégie était celle de la paix », *L'Humanité*, 7 mai).

L'aide massive des Usa

D'où vient, alors, cette impression de malaise ? C'est que ces études sérieuses ne sont, hélas, que des ilots au milieu d'un océan de médiocrité et, surtout, de mauvaise foi.

Anniversaire après anniversaire, un véritable lobby des Anciens d'Indo a littéralement pris le pouvoir médiatique. On a été abreuvés des discours de l'inévitable Bigeard, de la vindicative Geneviève de Galard, « ange de Dien Bien Phu » (mais certainement madame), « seule femme de la cuvette » (non ! cent fois non ! et les pauvres petites prostituées des BMC ?). On a entendu, comme au bon vieux temps des colonies, parler des « Viets » (ces gens-là n'ont-ils donc pas de nom de nationalité ? « Vietnamiens » écorche-t-il la bouche ? fait-il tourner l'encre des stylos ?). On a été saturés par les articles des journalistes à cheval entre la droite et l'extrême droite (beau tir groupé au *Figaro* : Jean Sévillia, Jean Raspail et Michel Tauriac), submergés par les livres (la plupart du temps, des rééditions, sans trop le dire...) d'historiens autoproclamés, soudain devenus spécialistes, comme Pierre Pélassier, par ailleurs biographe de Pétain et de Brasillach... Surtout, on a entendu ce sempiternel « argument » : sans

les Chinois, nous aurions gagné ! Une mise au point à ce propos. D'abord, le Viet Minh a tenu, face à une armée française mille fois plus mécanisée, de fin 1946 à fin 1949, sans aide étrangère, sans reconnaissance du monde communiste. Certes, la victoire de la révolution chinoise a brisé cet isolement, certes des armes plus modernes sont parvenues dès lors aux maquis. La victoire en a incontestablement été accélérée. Mais il reste que *tous* les combattants étaient Vietnamiens. Autre point : qui a parlé, durant cette célébration, de l'aide massive des États-Unis à la France ? Qui a évoqué les livraisons de milliers de

par le communisme international. Elle avait pris sous son aile les « véritables patriotes ». La preuve ? Bao Dai était notre allié !

Vous ne mourrez pas idiots

Et puis, mon cher monsieur, ces gens-là étaient des sauvages. La preuve : ils ont tué leurs, c'est-à-dire nos, prisonniers. Les affirmations les plus fantastiques ont été faites à ce propos. On a même osé imprimer, dans une revue qui se veut historique, que ce fut « pire que Buchenwald ». Pour parvenir à un taux de mortalité effrayant, on a addi-



Ho Chi Minh et le général Giap pendant la bataille de Dien Bien Phu. (Photo DR)

tonnes de chars, d'avions, d'armes, de munitions ? Qui a rappelé ce simple chiffre, pourtant connu des spécialistes : en 1954, 80 % du budget français de la guerre d'Indochine sont couverts par le dollar en provenance de Washington ?

Une dominante, dans ces écrits : la nostalgie. Un écrivain, un jour, a créé le néologisme de *Nostalgie*. Il y a aussi, dans la société française, des tenants de la *Nostalgie Indo*.

Que la France était belle en ce temps-là ! Elle ne combattait que... pour défendre l'indépendance de ces pauvres peuples indochinois agressés

tionnés les prisonniers français, maghrébins, les légionnaires, et les prisonniers vietnamiens (de l'armée Bao Dai), considérant *tous* ces derniers comme morts. Procédé éminemment malhonnête : à la vérité, les 14 000 prisonniers vietnamiens, s'ils ont sans aucun doute été l'objet de durs traitements et d'internements plus ou moins longs, ont tout simplement rejoint, par la suite, leur région d'origine. Mais, évidemment, il reste que la mortalité des autres prisonniers a été, durant la captivité, élevée. Leur mort, ainsi que les souffrances des survivants, méritent le respect. Mais cela ne doit pas dispenser de réflé-



Photo DR

chir sur les causes. Les causes ? Le colonel Rocolle, dans sa thèse sur Dien Bien Phu qui fait encore autorité et qui est, elle, objective, avance un faisceau de causes : « La sous-alimentation, les fatigues d'une marche de plusieurs centaines de kilomètres s'ajoutant au terrible surmenage de la bataille, l'absence de soins médicaux... ». Où est, là dedans, la volonté froide d'exterminer ?

Et puis, on a envie de dire à ces accusateurs : un peu de décence, SVP. Car enfin, qui a, pour la première fois, utilisé le terrible napalm sur la terre du Vietnam, si ce n'est le corps expéditionnaire ? Qui a utilisé la torture à l'électricité (certes, de façon moins massive qu'en Algérie, belle consolation pour les épaves humaines qui ressortaient des « interrogatoires » ou pour les cadavres). Que sont devenus les 4 500 prisonniers Viet Minh jamais rendus, après l'armistice ? (voir le rapport en date du 11 mars 1955 du général de Beaufort).

« Alors, Bigeard, on rempile ? » avait écrit malicieusement un hebdomadaire satirique il y a quelque temps.

Le malheur, pour une partie non négligeable des Anciens d'Indo et de ceux qui leur tendent si volontiers les micros, c'est qu'il ne suffit pas d'avoir des tripes pour gagner une guerre. Il faut également posséder un cerveau. Et essayer, en le faisant fonctionner un peu, de comprendre pourquoi ce « petit peuple jaune » a vaincu l'ancien maître « blanc ». Cherchez un peu du côté du droit à l'indépendance et à la dignité, messieurs les procureurs. Vous ne mourrez pas idiots.

Pierre Nguyen

VOUS AVEZ DIT CULTURE ?

Arabe supprimé
Il était question de supprimer les concours de recrutement Capes et Agrégation d'arabe en 2005, l'année même ou doit se célébrer le centenaire de l'agrégation d'arabe. On se demande ce qui a pu motiver une telle décision des services du ministère de l'Éducation nationale qui ne proposaient pas d'en supprimer d'autres beaucoup moins souvent apprises. La langue arabe serait-elle devenue un signe ostentatoire ? 250 millions de personnes parle l'arabe dans le monde. Plus de 7 000 élèves apprennent l'arabe dans l'enseignement secondaire. Sous la pression des étudiants de l'INALCO (l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales) qui ont diffusé une pétition, la décision a heureusement été annulée.

Sur Haïti

Une exposition est présentée au Bar Floréal jusqu'au 11 juin sur le thème « Je la veux belle cette terre » Haïti vu par les photographes du Bar Floréal. 43, rue des Couronnes 75020 Paris, tous les jours de 15 h à 19 h.
Site : <http://www.bar-floréal.com>

Sauver

les Archives nationales
Le 9 mars dernier, le président de la République annonçait la construction d'un sixième centre d'Archives nationales à Pierrefitte en Seine-Saint-Denis. Mais cette décision attendue ne s'accompagne de la création d'aucun emploi pour un site d'une capacité de 320 kilomètres linéaires. La CGT des Archives de France lance une pétition pour exiger que 250 postes soient créés, que l'établissement ne soit pas transformé en EPA (qui permet l'emploi précaire) et que les redéploiements de personnels ne soient pas forcés. Site : <http://membres.lycos.fr/cgtar-chives>.

Un bon crû

Le crû du Festival de Cannes a été fameux cette année. Un air,



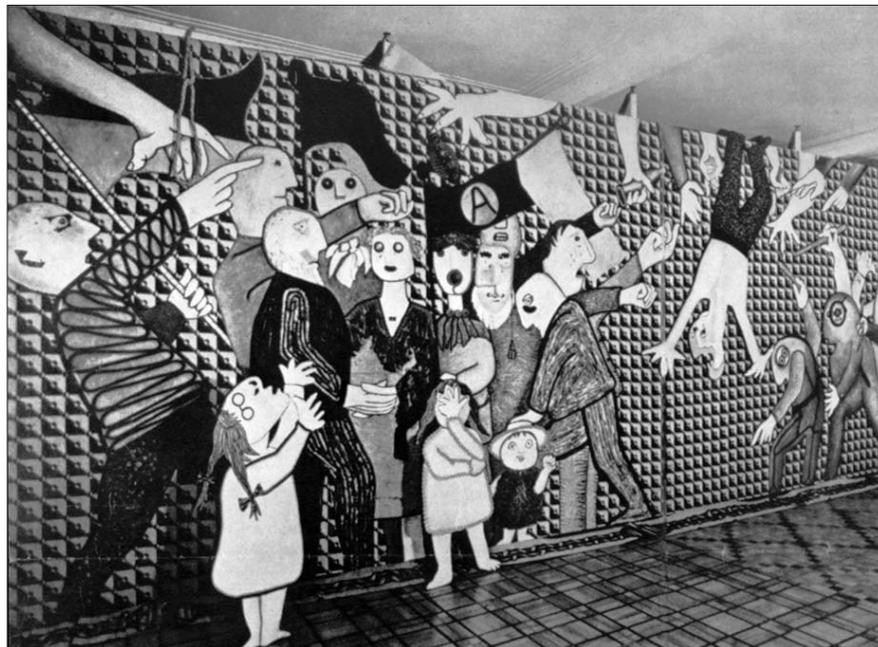
Photo DR

une odeur, une saveur que l'on avait oubliés. La dernière bonne nouvelle : *Fahrenheit 911* a enfin trouvé un distributeur pour son film. En France, il sortira en salles le 7 juillet....

Scola, Moretti

Le puzzle dispersé

Les films d'Ettore Scola sont de bons sismographes pour déceler les mouvements de fond de la société italienne. Deux d'entre eux, particulièrement révélateurs, sont placés au sommet d'immeubles, sur les terrasses.



Les funérailles de l'anarchiste Pinelli d'Enrico Baj : un puzzle fragile. (Photo DR)

Le premier est l'histoire d'une *Journée particulière*, jour de la visite d'Hitler à Rome. Tandis que son mari, machiste et « chemise noire », court acclamer son *duce* et le *führer*, une femme étend sa lessive sur la terrasse d'un logement populaire de banlieue. Elle y croise un intellectuel homosexuel, objet de réprobation unanime ; il sera arrêté le lendemain. Elle le regarde avec horreur, puis avec pitié, puis avec tendresse. Une brève étreinte les unit au milieu du linge blanc flottant au soleil. Secousse annonciatrice du recul de l'idéologie fasciste.

Le second, *La Terrasse*, se passe sur une tout autre terrasse, celle d'un hôtel particulier au centre de Rome. On ne s'y rencontre pas, on y tourne en rond, sans pitié, sans tendresse. Petit monde de l'ennui : un intellectuel désabusé se laisse mourir de faim ; un député communiste désorienté ne sait plus comment se différencier d'un consensus gluant. C'est une soirée comme les autres, trente ans après la *Journée particulière*. Plus de secousse. Calme plat, annonciateur d'une fin d'époque.

Le signal de la dislocation

D'autres réalisateurs italiens témoignent de la montée, puis du reflux de la « vague rouge ». Dans les premières



De la peur des Usa (Times 1974) aux retrouvailles, un rendez-vous manqué. (Photo DR)

années d'après-guerre, *La Terre tremble* avec Lucchino Visconti ; les pêcheurs siciliens se révoltent contre les mareyeurs-exploiteurs. Ils sont battus et, une dizaine d'années plus tard, *Rocco et ses frères* doivent aller chercher du travail dans le nord industriel. Francesco Rosi montre *Salvatore Giuliano*

massacrant les paysans-sans-terre siciliens occupant les grands domaines. Mais la lutte continue : c'est l'immédiat après-guerre. Rosi racontera la suite dans *Cadavres exquis*. Giuliano a été abattu mais les nouveaux chefs mafieux ont quitté le maquis pour hanter les ministères romains. Le pouvoir DC-Mafia manipule brigades noires et brigades rouges pour créer les conditions d'un putsch militaire et écraser le mouvement populaire. La société est mûre pour le « compromis historique ». Quelques années plus tard, dans *Palombella rossa*, Nanni Moretti filme un match de water-polo. L'un des joueurs erre, désespéré, dans la piscine. Il ne sait plus dans quelle équipe il doit jouer : c'est un dirigeant communiste frappé d'amnésie. L'auto-dissolution du Pci interviendra deux ans plus tard.

C'est le signal de la dislocation. Les communistes se divisent, démocrates-chrétiens et socialistes partent dans toutes les directions. Les barrages démocratiques craquent ; les flots financiers submergent la presse, la télévision et la politique avec Berlusconi. L'unité

territoriale même se fissure avec la Ligue du Nord d'Umberto Bossi. Cette simultanéité n'est pas l'effet du hasard. L'unité du pays était le regroupement de différences ou d'oppositions régionales et sociales. Puzzle fragile : la Maison de Savoie, la grande bourgeoisie industrielle du nord et le fascisme s'y essayèrent avec leurs règles bonnes ou mauvaises (bonnes pour les uns, mauvaises pour les autres). À leur tour, les communistes y apportèrent leurs propres règles fidèles aux réflexions de Gramsci sur l'*ordine nuovo*, la construction de l'hégémonie, le rôle des intellectuels, la question méridionale. Pendant un demi-siècle, ils furent les gardiens du puzzle. Les pièces sont aujourd'hui dispersées.

Pour des cinéastes de la mouvance communiste comme Nanni Moretti et Ettore Scola, les conséquences furent brutales. Elles auraient pu les conduire au silence ; elles les lancèrent vers d'autres pistes. De la dislocation nationale à la dislocation du film. Dans *Journal intime*, Moretti ne raconte plus une histoire dans son déroulement. Il roule dans Rome sur son scooter. Fuit-il ? Cherche-t-il ? Trouvera-t-il ? Film éclaté comme... tout le reste. Dans le nouveau film de Scola, il n'y a plus un peuple avec ses classes, ses passions. Il n'y a que la *gente di Roma*, ces « gens » sans sexe ni singularité. Sans singularité. Dérivant comme des méduses dans une ville qui semble soudain vide (morte ?). Film émouvant et décevant. Délicieux et douloureux comme le souvenir d'un rendez-vous manqué.

René Ballet

6 Juin 44 :

Célébration ou manipulation ?

Les commémorations du 6 juin 1944 ont pris des proportions jamais atteinte. Est-ce pour faire allégeance aux États-Unis que le gouvernement français oublie l'histoire de France ?



Photo DR

Il est juste de commémorer le sacrifice des milliers de combattants et de civils morts en juin 44 en Normandie : le débarquement organisé par les Anglo-Américains, dans le cadre de la coalition internationale contre les Nazis qui occupaient l'Europe, fut un moment important du combat du peuple français pour sa libération, de 1940 à 1945. Mais quand la célébration tourne à la falsification, quand l'événement est instrumentalisé pour des raisons politiques, on doit s'indigner par respect pour tous ceux qui ont donné leur vie pour libérer notre continent du nazisme et de ses alliés.

Un contresens historique

Il est bon de rappeler quelques vérités historiques que les télévisions et les journaux de France ont soigneusement occultées, parce qu'elles ne convenaient pas à la mission que leur avaient confiée les politiciens dirigeant notre pays. Le président Chirac avait su l'an dernier ne pas approuver la conquête de l'Irak par les troupes des USA et de leurs comparses ; aujourd'hui que les soudards de Bush occupent, pillent, torturent les Irakiens et doivent faire face à la résistance populaire armée, il fait tout pour démontrer que la France est l'alliée fidèle de Washington et que les divergences secondaires ne changent rien à l'amitié entre dirigeants occidentaux. Au lieu d'exiger le départ nécessaire des occupants de l'Irak, les dirigeants français s'apprennent à s'entendre avec Blair, Bush

et Berlusconi, sur une version aménagée de l'occupation avec la caution de l'ONU : ainsi le pillage continuera et, cette fois-ci avec la participation à la curée des affairistes français. Voilà pourquoi l'anniversaire du « D day » a été organisé pour la première fois de façon aussi grandiose, dispendieuse : combien de dizaines de millions d'euros qu'on ne trouve pas pour les services publics, les intermittents, etc. Voilà pourquoi l'événement a été falsifié au profit d'une version unique : le débarquement américain a libéré la France. Un contresens historique qui appelle quelques remarques élémentaires. Les forces

débarquées en Normandie le 6 juin 44 et les jours suivants n'étaient massivement étasuniennes que sur le plan du matériel, navires, véhicules, etc. Les soldats étaient, eux, majoritairement britanniques (l'ambassadeur du Royaume-Uni, furieux, l'a rappelé publiquement) et ils comprenaient des contingents de volontaires de multiples nationalités, Français, Polonais, Tchèques, Belges, etc. Les bombardements préalables au débarquement, faits de haute altitude par l'aviation US avaient causé la mort de milliers de civils français dans les villes normandes comme Saint-Lô, sans aucune justification militaire : les résistants

normands avaient peu apprécié, les Nazis et les Vichystes en avaient tiré argument.

Commémoration grand spectacle

On ne peut comprendre le débarquement de Normandie qu'en le replaçant dans le

et Churchill décidèrent le débarquement de juin 44, ce « second front » si longtemps demandé par l'URSS et espéré par la majorité des Français, l'armée soviétique avait commencé depuis un an de refouler les troupes nazies vers l'Europe centrale. L'essentiel des forces de l'Axe, soldats, blindés, avions étaient en juin



Le 5 juin dernier, contre Bush et sa guerre, les américains ont débarqués sur le pavé parisien. (Photo Patrice MOREL)

cadre général de la guerre en Europe et de l'alliance anti-hitlérienne constituée en 1941. Depuis trois ans, le conflit européen se déroulait d'abord sur le front est contre l'URSS. Il faut rappeler aux générations actuelles nourries d'ant-soviétisme que les peuples d'URSS ont eu, en quatre ans de guerre, plus de 20 millions de morts et que près des trois quarts des soldats allemands tués durant cette période sont tombés sur le front oriental. C'est à Stalingrad, fin 1942 que fut brisée militairement l'expansion nazie et le 2 février 43 que débuta le reflux quand une armée allemande entière dût se rendre aux Soviétiques. Quand Roosevelt

44 sur le front oriental : cela seul a permis la réussite, à l'air, du débarquement allié en Normandie ; et aussi le fait que la résistance française a empêché, en coupant les voies et les routes, les renforts allemands de parvenir à temps : certaines brigades SS ont mis près de quinze jours à venir du Sud-Ouest de la France sur les côtes normandes ! Charles de Gaulle, chef de la France libre, informé après coup du débarquement de Normandie, organisé par les seuls Anglo-Américains, n'avait pas oublié les conditions exactes du 6 juin, quand il disait : « Les Français savent ce qu'a fait pour eux la Russie soviétique et ils savent

que c'est elle qui a joué le rôle principal dans leur libération ». Chirac lui, fait semblant de ne plus le savoir pour complaire à Bush.

La commémoration grand spectacle du 6 juin 1944 contraste avec le silence assourdissant des autorités et des médias français pour le soixantième anniversaire de la Corse en septembre 1943. Car la Normandie n'est pas la première région française libérée : neuf mois auparavant, la Corse soulevée à l'appel de la Résistance, unifiée dans un « Front national » animé et dirigé majoritairement par les communistes (cas unique en France) se libérait après de durs combats contre fascistes italiens et nazis allemands, avec la seule aide de soldats volontaires français, de soldats marocains et d'Italiens en rupture avec le fascisme. De

Gaule, encore, avait su reconnaître cette primauté en saluant à Ajaccio le peuple corse, avant-garde de la nation française, « par lui-même libéré ».

Certaines de nos « élites » actuelles de droite ou de gauche, préfèrent semble-t-il lorgner vers les rives du Potomac que mémoriser l'histoire de France : un peuple insurgé, se libérant par sa résistance, au surplus une résistance animée par des communistes, mieux vaut la taire. Est-ce pour ne pas offusquer les occupants de l'Irak ou de la Palestine ?

Francis Arzalier

Le Manifeste

Journal communiste

VOUS VOULEZ RÉAGIR

sur

Le Manifeste

ou

l'un de ses articles,

écrivez-nous :

Le Manifeste

21, rue de Navarin

75009 Paris

ou

le-manifeste@noos.fr

NOUVELLE ADRESSE

Le 19 juin 2004

de 10 h à 14 h

Tous les abonnés

du Manifeste

sont invités à se réunir

à l'Assemblée nationale

126 rue de l'Université - 75007 Paris

Ce sera l'occasion

de se retrouver,

de faire le point,

de débattre

du Manifeste,

journal communiste

Ils ont écrit !

Lettre ouverte à Madame Manuela Gómez, tête de liste communiste pour la région Sud-Est aux élections européennes du 13 juin 2004.

J'ai été adhérent du Pcf d'octobre 1965 à avril 2003 et ce parti continue d'être pour moi la formation politique la plus proche, bien que je ne partage plus toutes ses positions, ce qui a motivé mon départ. Assez proche encore donc, pourtant, le 13 juin, je ne voterai pas pour la liste que vous animez : je déposerai un bulletin blanc dans l'urne.

Pourquoi ? L'argumentation du Pcf pour cette « autre Europe » m'apparaît comme un tissu de balivernes filandreux et inconséquent étant donnée la présence de l'état maastrichtien dans lequel nos peuples se trouvent enserrés. Aucune perspective révolutionnaire dans votre terne projet. L'éventualité de luttes de masse au niveau européen pour des alternatives vraiment anticapitalistes n'est même pas évoquée. Cependant je pourrais encore revenir sur ma décision de vote blanc si, pierre de touche à mes yeux de votre volonté réelle de transformation radicale de la société, vous preniez l'engagement solennel d'exiger, une fois élue :

- la libération des cinq Cubains de Miami et leur rapatriement à Cuba ;
- la restitution de la base de Guantánamo à la nation cubaine et la condamnation des pratiques inhumaines et dégradantes qui s'y déroulent sous l'égide de l'armée des Euan ;
- la levée inconditionnelle de l'embargo anti-cubain édicté par les États-Unis et des « lois extra-territoriales » (Helms-Burton-Torricelli)...

- la levée inconditionnelle de la dernière batterie de mesures édictées par les Usa le 6 mai 2004 ;

- la condamnation des opérations terroristes et subversives menées contre Cuba depuis la Floride avec la complicité du gouvernement états-unien ;

- la dénonciation des plans de Washington prétendant dicter son avenir politique au peuple cubain, la mise en échec des projets bien réels d'invasion de l'île, la fin de l'inhumaine pression militaire, idéologique et économique de Washington sur le peuple cubain ;

- la levée des « sanctions » et des condamnations injustes édictées par l'Union européenne contre Cuba et la reprise entre l'Union européenne et Cuba de relations normales inspirées par le respect mutuel et l'intérêt réciproque.

Ne me dites pas que l'Europe n'est pas concernée par Cuba : la lutte contre l'impérialisme engage bien l'avenir de nos peuples.

Une autre condition pour que je ne vote pas blanc le 13 juin : la déclaration solennelle qu'une fois élue, vous exigerez énergiquement de l'Union européenne qu'elle mette fin immédiatement à ses accords d'association avec Israël tant que ce pays n'aura pas cessé le génocide programmé à l'encontre du peuple palestinien et repris les négociations. J'ai dit plus haut ce que je pensais de votre projet en général : en fait, un marché de dupes ; mais, s'il comprenait les engagements solennels que j'ai précisés, « pierre de touche » disais-je d'une sincère volonté anti-impérialiste et anticapitaliste, je pourrais quand même voter pour votre liste. Sinon, Refus de vote !

Jean M.

Chamoux-sur-Gelon (73)

Retrouvez **Le Manifeste** sur internet
http://le.manifeste.free.fr

- **Abonnement pour 11 numéros : 20 €**
- **Abonnement - Souscription : 50 €**

Le Manifeste.

journal communiste

Numéro de commission paritaire : 0309 P 11455

Tirage à 3000 exemplaires

21, rue de Navarin 75009 Paris

Courriel : le-manifeste@noos.fr

Fondateurs : Francis Combes, André Gerin, Freddy Huck

Directeur de publication : Joseph D'Angelo

Gérante : Caroline Andréani

Rédactrice en chef : Patricia Latour

Maquette : Patrice Morel

Imprimé par les Nouvelles Imprimeries Havaux, 37 c. rue A. Levêque, 1400 Nivelles (Belgique)



Nom : Prénom :

Adresse :

..... Tél. :

Courriel : Je verse : €

Abonnement à 20 E



Souscripteur à 50 E



Correspondant



Dépôt : exemplaires



Chèques à adresser, à l'ordre du **Manifeste**

21, rue de Navarin 75009 Paris